

Fondements de la Politique Intégrale 1

Vers un renouvellement profond de la société

Table des matières

Le sens d'«intégral»	2
Vision du monde et de l'homme	5
Le système politique	8
Formation, éducation et culture intégrales	11
Le système économique	13
Science et recherche	20
Santé et système de santé	22
Promotion de la paix et politique de sécurité	23
Vie et culture de Politique Intégrale	27

Préambule

Le texte ci-après, intitulé «Le sens d'intégral», explique d'où provient la notion «d'intégral» et comment cette notion a été développée par les philosophes Jean Gebser et Ken Wilber. Cependant, en tant que courant politique, Politique Intégrale n'adhère pas à une théorie déterminée. Elle représente un courant intégral dont les contours seront précisés dans les chapitres qui vont suivre.

Celle ou celui qui se sent interpellé(e) par le contenu de ce texte et peut en soutenir l'essentiel, en particulier sa «vision du monde et de l'être humain» ainsi que ses visées politiques et économiques, est chaleureusement invité(e) à le soutenir.

Le sens d'«intégral»

1. Intégral signifie d'une part, une façon historique, psychologique et philosophique de considérer le monde, la vie et l'humanité, autrement dit l'avènement d'une nouvelle époque culturelle.
2. D'autre part, être «intégral(e)» signifie aussi une attitude dans la vie, une manière de vivre. Celle-ci est la conséquence d'une prise de conscience élargie et transformée de nous-mêmes et de la société.

1. «Intégral» en tant qu'époque historique, philosophique et politique

Une nouvelle époque culturelle

Politique Intégrale vise à aborder dans une conscience «intégrale» l'organisation de la société et sa relation avec la biosphère. Mais que signifie conscience «intégrale»? En simplifiant, on pourrait dire que c'est avoir conscience du lien fondamental entre tout ce qui existe, de l'amour universel ou, exprimé plus modestement, c'est avoir une attitude intérieure de bienveillance universelle. De là résultent un nouveau mode de vie et une nouvelle culture – une société dite «intégrale». De l'évolution de la conscience naît une nouvelle forme de pensée et de celle-ci, une nouvelle culture.

Origine du concept

Le concept «intégral», au sens d'une époque historique de la conscience humaine, fut introduit par le philosophe de la culture Jean Gebser dans son ouvrage «Origine et présent» (écrit entre 1947 et 1952). Gebser y décrit la succession universelle des époques de conscience et de culture du genre humain et annonce la prochaine, l'époque intégrale, qui succède à l'époque mentale. Intégral signifie ainsi une nouvelle époque culturelle, basée sur un nouvel état de conscience. Cet état de conscience est en voie de formation. C'est pourquoi nous sommes dans une phase de tâtonnement et de recherche. Des impulsions importantes ont été données dans ce sens en particulier par Ken Wilber. Ce que signifie précisément une «politique intégrale» ne figure dans aucun dictionnaire, il s'agit préalablement de la percevoir intuitivement, de la penser puis de la concrétiser.

Etats de conscience mythique et mental

Depuis le Siècle des lumières nous vivons, en Europe de l'Ouest, à l'époque dite moderne. Pour cette époque, l'homme se caractérise essentiellement par sa faculté de penser (Descartes: «Je pense donc je suis»), il est rationnel. L'époque mythique a été progressivement remplacée par l'époque mentale au cours des 18e et 19e siècles. Cependant, la conscience mythique demeure mondialement dominante et sa force est omniprésente dans la société moderne. En elle l'homme s'identifie à son mythe, sa communauté religieuse, son peuple, son groupe d'appartenance. Selon cet état de conscience, les autres groupes, peuples et religions sont dans l'erreur et donc des ennemis potentiels. La pensée mythique est une base essentielle du nationalisme et du fondamentalisme philosophico-religieux et tend à générer des structures de société fortement hiérarchisées.

Pensées et émotions en tant qu'objets

La conscience intégrale supprime le fait de s'identifier à la pensée et aux émotions. La personne intégrale parvient à les regarder en spectateur. Elles deviennent des objets de sa perception. L'humain, ce spectateur, ce témoin, perçoit ce qui est là: matière, corps, nature, cosmos – émotions, sentiments, pensées, convictions, valeurs, savoir. Ce témoin ou observateur du monde est notre conscience. L'être humain est ainsi premièrement une conscience, un champ de perception. La matière (le corps), les sentiments et les pensées ne sont pas qualifiés d'inférieurs, mais sont de même valeur, approuvés et intégrés dans la conscience intégrale avec bienveillance.

Etapas vers une conscience intégrale

Du fait que la conscience intégrale ne s'identifie plus aux pensées et aux émotions, celles-ci deviennent objets, alors qu'elles étaient précédemment sujets, l'identité même de l'individu. La conscience intégrale transcende, dépasse la conscience men-

tale et s'identifie à l'observateur, à la conscience elle-même. Ce faisant, le rationnel n'est aucunement rejeté, il est intégré. Là où la pensée rationnelle soumettait la matière à l'intellect et qualifiait l'aspect religieux de la conscience mythique d'irrationnel et le refoulait, la conscience intégrale ne va rien repousser, mais intégrer et réunir les plans «matière/corps», «sentiments», et «pensée». Cette intégration se produit si nous nous préoccupons intensément de ces plans et si nous les percevons avec affection comme faisant partie de nous.

Les nombreux chemins et les cours de connaissance de soi – du corps, des sentiments, de l'âme – qui ont fleuri au cours des quarante dernières années dans les pays modernes sont le fondement de l'élargissement de la compréhension qui conduit à la conscience intégrale. Ils intègrent des expériences spirituelles et un processus de recherche d'un sens à donner à la vie. Par conséquent, la nouvelle conscience intégrale croît et s'étend toujours plus vite. La formation à tous les niveaux, particulièrement du corps et du psychisme, constitue un préalable essentiel à la formation de la conscience élargie nouvelle.

Tout est profondément relié

Une deuxième caractéristique de la perception intégrale est de ressentir et d'expérimenter la relation fondamentale entre toutes choses, l'unité de l'humanité, du monde et du cosmos. Emerge alors une grande compassion pour tous les êtres et toutes choses, un sentiment d'amour universel pour la diversité dans l'unité. En cela la politique ne peut plus défendre prioritairement des intérêts personnels, car les intérêts des autres sont aussi les miens.

On atteint ainsi une attitude de bienveillance globale vis-à-vis de tous les humains et de la nature. De tels sentiments sont d'essence spirituelle, ils sont profonds et deviennent déterminants pour notre vie. Dans la conscience intégrale, le religieux est perçu et vécu à nouveau de manière particulièrement vivante bien que sur un plan trans-religieux. Ce que l'époque mentale a largement refoulé est réintégré, toutefois pas sur le plan mythique des confessions. Chacune et chacun peut rester dans sa tradition propre, mais il ou elle se sait profondément lié(e) à toutes les autres traditions, qui tendent toutes vers la même origine et le même ESPRIT.

Dépassement du matérialisme

Une troisième caractéristique de la pensée «intégrale» est le dépassement du matérialisme. La contribution des bases matérielles et des biens économiques à la qualité de notre vie ne fait aucun doute, mais l'abondance matérielle n'est plus placée au centre – comme principale orientation de la politique, de l'économie et de notre qualité de vie. Des valeurs et des qualités non matérielles deviennent les objectifs premiers de la société et de l'individu. En transcendant et dénouant nos attachements au matériel nous nous libérons de sa domination, ce qui nous permet de mettre bon ordre au plan matériel, de le gérer avec raison. Raison signifie ici maintenir la nature et le monde dans leur beauté et leur diversité, et simultanément, assurer pour chacun une situation matérielle convenable.

Politique intégrale

La conscience intégrale quitte le mode de pensée du «ou l'un ou l'autre» pour celui du «et l'un et l'autre». Lors de négociations, elle s'imprègne avec bienveillance de chaque point de vue puis décide du fond du cœur et avec l'intuition, qui intègre et dépasse la raison.

La Politique Intégrale est libérale, en ce sens qu'elle défend les libertés individuelles, qu'elles soient politiques ou créatives et affirme la responsabilité de chacun. Toutefois elle ne soutient pas une liberté de s'enrichir sans limites et d'accumuler ainsi une puissance démesurée. La Politique Intégrale est sociale. Elle considère comme un objectif premier l'égalité des chances de tous à l'épanouissement personnel et veut ainsi assurer la justice sociale et matérielle. La Politique Intégrale est aussi écologique car elle veut une économie et une consommation respectueuses de la biosphère – base de notre vie – dans sa diversité et sa beauté, dans sa valeur propre et dans sa fonction pour la vie.

La Politique Intégrale est spirituelle, elle reconnaît toutes les traditions religieuses pacifiques et s'efforce de remplacer les quantités matérielles par les qualités immatérielles.

2. «Intégral» comme attitude face à la vie et comme développement personnel

Une attitude authentique face à la vie

L'être intégral sent qu'il participe au monde, il y est chez lui. La terre est sa patrie. L'humanité est sa famille; il respecte et apprécie ses semblables sans considérations d'origine, de couleur de peau, d'ethnie, d'éducation ou de place dans la société. Il ne peut être vraiment étranger nulle part.

L'être intégral sent le grand flux de la vie le traverser, comme il traverse toute chose. Il fait partie du grand flux cosmique et y éprouve une joie intense et un amour universel. Pouvoir faire partie de la vie est un cadeau pour lui.

La joie, la confiance en soi et l'ouverture d'esprit déterminent son attitude face à la vie, non la peur et le repli sur soi. Il a le courage et la confiance d'être lui-même, tel qu'il est. Il ne joue aucun rôle, il ne porte pas de masque, il n'a rien à cacher. Cette authenticité – la cohérence entre penser, parler, et agir – lui confère la liberté, la tranquillité et la force dans l'action. L'intuition et la créativité dans tous les domaines caractérisent cette action. Il connaît cependant la complémentarité entre l'action et la contemplation et veille à leur équilibre.

Responsabilité et coresponsabilité

L'amour qu'il éprouve donne aussi à l'être intégral la force de percevoir le monde tel qu'il est. Il y vit la beauté aussi intensément que la souffrance. Sa relation profonde au tout suscite en lui la compassion. Comme partie consciente de l'humanité, il assume des responsabilités. Il perçoit et apprécie, toutefois sans condamner. Toute son attitude face à la vie est marquée par la conscience de sa responsabilité. Il cherche à changer les conditions affligeantes où la vie est empêchée ou détruite, où des humains, des animaux et des paysages sont avilis ou exploités. Il entre en action de manière adéquate pour établir des conditions favorables à la vie; adéquat signifie ici qu'il est conscient de ses forces et des possibilités offertes par une bonne organisation.

Développement personnel: Intégration des niveaux de conscience, transformation de l'ombre

Pour l'individu, «intégral» signifie ainsi aussi un développement personnel conscient:

- D'une part, reconnaître, différencier et ensuite intégrer les divers niveaux de son être (en simplifiant: le corps, les sentiments, la raison, l'âme, l'esprit; voir au chapitre «Vision du monde et de l'homme») pour les assembler en un tout.
- Et d'autre part, reconnaître son ombre (voir au chapitre «Promotion de la paix et politique de sécurité»), l'intégrer et la transformer pour s'en libérer ou la dissoudre autant que possible.

Cette double reconnaissance et intégration signifie un développement personnel continu, signifie devenir conscient et élargir sa conscience de l'intérieur de soi. C'est une tâche importante de toute la vie et elle n'a pas de fin. Elle conduit à une transformation graduelle de notre conscience jusqu'à une conscience intégrale ou la contemplation consciente – une perception tranquille et émue du monde, du grand flux de l'UN dont je fais partie. Ainsi, l'humanité, le monde et chaque créature deviennent sacrés. Je suis conscience et amour et je les vis.

Vision du monde et de l'homme

Les visions du monde et de l'homme évoluent au cours du temps. Nous ne considérons pas nos réflexions à ce sujet comme définitives.

1. Les différents niveaux existentiels de l'être humain et leurs besoins

L'être humain fait partie de différents niveaux existentiels. Nous les résumons comme suit:

- le niveau physique/biologique de l'énergie, de la matière et de la vie
- le niveau émotionnel de la perception et des sentiments
- le niveau mental, dans lequel on retrouve, par exemple, l'intellect et la raison, et qui trouve son expression dans la philosophie, l'art, la science mais aussi dans l'ordre social
- le niveau spirituel, de l'âme, du divin, de l'Être omniprésent.

Ces niveaux sont entremêlés dans notre vie et notre société, et apparaissent comme des aspects divers de la réalité. Nous considérons aujourd'hui leur différenciation comme particulièrement nécessaire, car à chaque niveau de l'être correspondent des besoins différents, comme par exemple:

- Nourriture et chaleur
- Affection, appartenance et reconnaissance
- Savoir, technique, valeurs
- Sentiment de sécurité profonde, orientation, sens donné à la vie.

2. Problématiques actuelles et leurs enjeux

Nous considérons que l'humanité est aujourd'hui confrontée à trois grands types de problématiques: les inégalités sociales, les déséquilibres écologiques et les malaises d'ordre psychique. Ces derniers comprennent notamment, pour beaucoup de personnes, l'impression d'être dépassées par la vie, les dépressions, les crises existentielles, les dépendances et une augmentation générale de la violence. Pour résoudre ces difficultés, la Politique Intégrale cherche des solutions concrètes et ne vise pas les symptômes mais les causes.

Les besoins non matériels tels qu'affection, appartenance, justice, créativité, sens profond de la vie et sécurité ne peuvent être satisfaits au niveau matériel par la consommation et la possession de biens. Le matérialisme qui domine aujourd'hui nos sociétés tente pourtant de satisfaire les besoins humains principalement sous leurs aspects matériels, par le biais des revenus, de la consommation et de la fortune. Cette tentative ne peut qu'échouer. Des besoins immatériels non réalisés conduisent à l'insatisfaction intérieure, à une poursuite insatiable de biens matériels et à une fuite en avant vers la recherche de toutes sortes de compensations. La croissance économique, particulièrement dans les pays industrialisés, se nourrit aujourd'hui principalement de cette dynamique de recherche de compensations matérielles.

Les aspirations immatérielles insatisfaites conduisent souvent aux dépendances, par exemple l'abus d'alcool et autres consommations de drogues, abus de nourriture, accumulation des possessions et avidité du pouvoir. La dépendance détruit, d'une part, l'individu et, d'autre part, la paix sociale. Les inégalités considérables tant du point de vue de la propriété, de la consommation que des possibilités de s'épanouir suscitent beaucoup d'insatisfaction. De plus, les aspirations matérielles illimitées portent aujourd'hui atteinte aux équilibres naturels, détruisant toujours plus les bases de la vie et l'espace vital.

L'égarement de la satisfaction des besoins humains aboutit certes aux problèmes écologiques et sociaux, qui affectent le monde entier, mais aussi aux problèmes psychiques et existentiels, qui s'aggravent constamment. Les besoins immatériels de l'homme ont été considérablement négligés, en particulier les satisfactions émotionnelles et l'épanouissement spirituel. Nous apprécions toutefois les immenses acquis de l'époque moderne et loin de nous l'idée de vouloir nous en passer. Cependant, la vision unilatéralement matérialiste du monde et de l'homme, apparue à l'époque du Siècle des lumières et accompagnée du credo de l'économie de croissance s'avère toujours plus être un égarement total et grave de toute notre société. Elle nous conduit dans une triple crise : économique-sociale, naturelle et psychique.

Afin de pouvoir relever efficacement ces défis, nous jugeons nécessaire de distinguer clairement les différents niveaux existentiels de l'être et leurs besoins. Il s'agit pour l'humanité de s'écarter de l'orientation trop matérielle et de ses préoccupations et de se recentrer sur un développement essentiellement orienté vers les dimensions immatérielles. Le matérialisme, avec son attachement à la consommation et à la possession, doit être dépassé. Les bases matérielles – dont la nature fait partie – doivent en revanche faire l'objet de notre plus grande attention et de nos plus grands soins.

Une économie écologiquement durable et florissante, c'est-à-dire une production de biens matériels et immatériels respectant la durabilité des bases de la vie, est une condition préalable importante pour atteindre nos objectifs, soit la plus grande satisfaction possible des différents besoins existentiels de tous les êtres humains.

Se modérer sur le plan matériel devient possible si les besoins non matériels sont satisfaits, procurant ainsi à l'individu le bien-être intérieur. Nous pouvons dès lors abandonner l'exploitation outrancière de la nature et des personnes socialement faibles qui visait à amasser biens matériels et puissance. En lieu et place de la croissance matérielle, la croissance émotionnelle, intellectuelle et spirituelle devient le véritable objectif de l'individu et de la société.

Mis à part les trois domaines de difficultés mentionnés – social, écologique et psychique – nous voyons l'humanité confrontée à d'autres enjeux considérables: son ombre collective et le patriarcat.

L'ombre collective englobe les grandes et douloureuses expériences dont ont souffert les communautés religieuses, les minorités, les peuples et les nations, telles que les guerres, les humiliations et les oppressions de toutes sortes. De telles blessures demeurent profondément enfouies dans la psyché de toutes les personnes concernées. Elles présentent un grand potentiel collectif d'agression et signifient une perte considérable d'énergie et de pacifisme dans l'ensemble de la société. Nous reviendrons sur ce thème au chapitre «Politique de paix et de sécurité».

De son côté la période plurimillénaire du patriarcat tend à sa fin. La Politique Intégrale aspire à accélérer ce processus de transformation pour aboutir à un équilibre entre les femmes et les hommes. Sur la base de l'égalité des sexes, nous aspirons à un partenariat de droit égal entre femme et homme dans tous les domaines de la société. Tout aussi importantes sont pour nous l'appréciation et la pondération accrue des valeurs traditionnellement «féminines» telles que: compassion, amour, compréhension, assistance, intégration, coopération et sécurité.

3. La structure de la conscience intégrale

Le fondement philosophique de l'action intégrale est une vision rationnelle et spirituelle du monde et de l'homme.

La manière rationnelle de considérer le monde, comme elle fut développée durant la Renaissance et le Siècle des lumières, a considérablement affaibli la vision mythique du monde, les religions traditionnelles et leur représentation des dieux, et les a remis en question. Ce n'est qu'ainsi que la percée de la conception du monde rationnelle et matérialiste des temps modernes a été rendue possible.

La philosophie postmoderne a ensuite démonté tout système de pensée normatif et l'a déclaré logiquement insoutenable. Cette critique radicale de tous les systèmes structurés de valeurs est importante car elle ne laisse aucune place au dogmatisme et au fondamentalisme. Par ailleurs, elle peut conduire à une crise profonde du sens des choses si aucun appui, aucune orientation et aucunes valeurs ne restent valables. Notre monde en souffre beaucoup aujourd'hui.

Il importe donc de retrouver une spiritualité qui accepte, intègre et simultanément dépasse une vision rationnelle du monde. Elle devrait offrir un cadre de valeurs et une orientation, sans tomber dans le dogmatisme et sans se prendre pour une vérité absolue.

Nous voyons ici que la «perspective intégrale», comme l'a développée en premier Jean Gebser dans son ouvrage «Origine et présent», peut nous aider pour l'essentiel. Aucun niveau et aucunes perspectives n'y sont déniés; le point de vue chimico-physique, émotionnel, rationnel et spirituel, sont tous reconnus comme aspects de la réalité et réunis. Il en résulte une nouvelle structure de la conscience que Gebser nomma «intégrale». Elle ne renie ni le matérialisme ni le rationalisme, mais les intègre dans une vision plus étendue et plus ouverte du monde. Elle repose sur une conscience qui distingue, accepte et englobe le biologique, l'émotionnel et le rationnel et les dépasse vers le domaine spirituel.

La conscience intégrale abandonne le mode de pensée de «l'un ou l'autre» pour le mode de pensée de «l'un et l'autre». Elle ne juge pas mais prend clairement position et décide avec la profondeur du cœur. La boussole sur le chemin d'un futur intégral est l'intuition, comprise comme moyen de connaissance qui intègre tous les sens, les sentiments et la raison, et les transcende.

Transcender le matérialisme est à notre sens indispensable si l'humanité veut éliminer ses trois grands domaines de difficultés à la racine et, par conséquent, prendre conscience et dépasser l'égaré de la satisfaction des besoins. Ce faisant, la spiritualité jouera un rôle déterminant. Nous nous penchons donc ici plus largement sur ce thème.

4. La spiritualité

Durant le Siècle des lumières, la spiritualité fut libérée dans une large mesure du dogmatisme et des mythes mais fut de ce fait simultanément affaiblie. Pour la conscience intégrale, les quatre niveaux existentiels de l'être: matériel, émotionnel, rationnel et spirituel, sont reconnus comme équivalents: la spiritualité retrouve, au côté de la raison, des sentiments et du corps, une place justifiée.

La réalité de la dimension spirituelle est attestée par tous les fondateurs de religions et les mystiques de tous les temps et elle est en principe accessible à chacun dans l'expérience mystique. La dimension énergie-matière est expliquée à l'aide de méthodes scientifiques, par contre, la dimension spirituelle est éprouvée intuitivement dans le recueillement et la connaissance de soi accessibles à chacun. De là découle le témoignage concordant des mystiques ainsi que des traditions spirituelles de tous les peuples.

Pour autant qu'elles soient tolérantes et non-violentes, la Politique Intégrale respecte toutes les traditions spirituelles, sans

pour autant se rattacher à l'une d'entre elles en tant que groupement politique.

L'homme occidental comprend la spiritualité le plus souvent comme relevant du théisme; elle peut cependant être enracinée hors des images divines établies, c'est-à-dire être non théiste. Nous rencontrons la spiritualité philosophique entre autres en Asie, par exemple dans le bouddhisme et le taïisme, nous trouvons aussi une spiritualité inspirée de la science (et de la physique quantique) auprès d'un grand nombre de scientifiques de l'époque moderne. Par leurs écrits, les mystiques, les philosophes et les scientifiques modernes témoignent indiscutablement de la compatibilité de la spiritualité et de la science. Les deux approches du monde se complètent.

Quel qu'en soit l'accès, l'expérience fondamentale ou l'intuition de la spiritualité est l'unicité de tout, la non-séparation, «l'être ensemble» de tout ce qui est. L'expérience de l'unité, d'un rattachement absolu, va de pair avec l'expérience de l'amour – un amour universel qui ne connaît ni exclusion ni séparation. Cette grande compassion signifie simultanément ressentir la souffrance indicible du monde, la détresse d'innombrables humains et d'êtres vivants, mais aussi la force de reconnaître leurs causes et de les changer.

Les scientifiques contemporains parlent dans leur description de l'univers d'une information ou d'une intelligence pénétrante, d'un système de relations énergétiques, de pulsations ou de vibrations cosmiques. Le mystère sans nom se manifeste en une potentialité créative dans le cosmos en évolution et ceci aussi en nous et à travers nous. Il s'agit d'un espace ouvert qui se soustrait à une formulation rationnelle; restent le pressentiment, l'étonnement, l'émotion; une danse cosmique, une vie vibrante et le silence.

Par la pratique de l'attention soutenue à l'égard des perceptions, des pensées et des processus mentaux, par la méditation et la contemplation, la conscience est entraînée et étendue. Nous prenons conscience de notre ombre, nous la considérons et finalement nous nous en délivrons, la transformons. Nous apprenons ainsi à élucider nos propres motifs et à mettre nos actes en accord avec le monde. Le développement de notre conscience nous permet de réduire l'identification à notre ego. Le développement de la conscience est la pierre angulaire de notre projet politique. La transformation nécessaire des structures de la société commence dans le for intérieur de l'être humain.

Faire partie de l'épanouissement du mystère en tant que «grain de poussière» conscient dans l'univers nous remplit de joie et nous donne un sens. Dans l'approfondissement de la connaissance de soi nous prenons conscience du sens de notre être. Il n'y a pas ici de «main externe invisible» qui conduirait l'égoïsme des hommes vers le bien, il n'y a pas non plus une contribution sans âme du hasard et de la nécessité, laquelle n'accorderait aucune signification et aucun sens à notre existence. Nous ressentons le processus d'évolution comme principe créatif et ceci aussi en nous. Ceci nous attribue une responsabilité radicale de nos actes: nous choisissons sous notre responsabilité la forme de notre vie ainsi que les modes d'organisation de notre vie commune avec les autres hommes et avec la nature.

5. Système de valeurs

L'expérience ou l'intuition de l'unité de tout ce qui est conduit, au-delà de toutes les variantes de la spiritualité, vers des valeurs fondamentales concordantes. Elles professent toutes la primauté de l'amour comme fondement de l'éthique, comme condition préalable à une action et une structuration de la société favorables à la vie. Une profonde solidarité de tous les humains entre eux, une sollicitude fondamentale pour la nature, pour toute vie, compassion, bienveillance, équité, toutes reposent sur la connaissance profonde de l'affinité de toute chose.

Le centre de notre sollicitude, de notre identité et de notre famille ne sont plus le clan, la nation ou la religion, mais l'humanité, le monde entier, voire même le cosmos. C'est ici que nous trouvons notre patrie, la sécurité ultime. Ainsi s'étend progressivement notre compassion, jusqu'à ce que le monde devienne notre famille. C'est d'elle que nous voulons nous préoccuper et favoriser son épanouissement, comme l'ont toujours fait les pères et mères pour leur famille.

Le sentiment global d'amour ne peut être directement transformé dans des normes politiques, il inspire et nourrit néanmoins chaque engagement envers l'humanité et l'environnement. La spiritualité ne plane pas au dessus du monde et du quotidien des humains mais elle l'anime et l'imprègne. La pratique spirituelle, qui demande parfois la retraite, conduit au quotidien, à l'organisation de la vie commune comme citoyenne ou citoyen du monde.

Il en va de l'entrée de l'amour dans la conscience humaine, de la bienveillance comme attitude déterminante nouvelle. L'expérience d'être profondément relié à tout et la compassion en tant que force permettent la transformation de notre conscience, la libération de la peur, de la soif de pouvoir, de l'avidité, de la consommation exagérée et de la violence. Un grand changement dans l'attitude de vie fondamentale de l'humanité devient graduellement possible.

L'enjeu est important et exige de nous tous une formation intensive de nos facultés perceptives et spirituelles. Des rechutes vers un comportement hostile à la vie sont inévitables et ne doivent pas nous décourager.

Le mouvement intégral part de l'hypothèse que l'humanité est capable d'évolution et qu'elle peut surmonter les crises actuelles sous sa propre responsabilité. Sur le plan historique, l'humanité a atteint un point où elle est mise au défi et où elle est capable de créer par la force de sa conscience un futur digne d'être vécu pour elle et l'environnement.

Le système politique

1. Le droit et l'Etat hier et aujourd'hui

L'Etat garantit un ordre juridique qui règle les relations des citoyens entre eux et celles des humains avec l'environnement. Alors que dans les anciennes cultures cet ordre était le plus souvent l'expression de commandements et de coutumes qui étaient imposées d'en haut, des réglementations plus autonomes du bas vers le haut commencèrent à apparaître dans les civilisations évoluées de la Grèce antique et de Rome. C'est seulement aux temps modernes que s'est formé l'Etat séculier doté d'une souveraineté indépendante des instances religieuses. C'est petit à petit, sous l'influence du Siècle des lumières et des mouvements démocratiques qui lui sont liés, que la souveraineté a évolué vers la souveraineté du peuple qui a promu l'égalité de tous devant la loi.

Cette exigence d'égalité démocratique repose sur la revendication de maturité de l'homme moderne. Il recherche la liberté et l'autodétermination et trouve ainsi une individualité plus consciente de ses responsabilités. Ce développement est un progrès et l'Etat doit le respecter et le promouvoir.

Mais entre-temps ce développement, à partir de la dépendance sociale vers l'émancipation de l'individu, a fait de tels progrès, que l'aspect individuel menace d'évincer l'intérêt général: les besoins des individus sont exagérés par rapport aux besoins collectifs; la compétition dans l'économie mais aussi à l'école est considérée comme un comportement humain normal. La thèse de l'économie libérale qui veut qu'un ordre social naisse lorsqu'on est tous en concurrence les uns avec les autres est présentée comme une sorte de loi naturelle et il est très rare que son bien-fondé soit remis en question.

2. La tâche de l'Etat au temps de la globalisation

L'Etat doit garantir aussi bien la satisfaction des revendications de l'individu à un développement et une responsabilité personnels que les exigences de coopération, de solidarité et de développement durable. L'individu devrait être reconnu, non seulement comme membre de la société, mais aussi dans sa dignité et sa valeur personnelles. Un espace de liberté suffisant est nécessaire à son épanouissement, espace qui lui permette de développer sa personnalité et d'assumer ses responsabilités dans la société. Cet espace est à protéger des tendances totalitaires, des abus de la majorité et de la domination d'individus ou de groupes puissants.

D'autre part, l'Etat doit aussi limiter la liberté et les développements de l'individu s'ils mettent en danger le bien-être général et la solidarité entre les citoyennes et citoyens. L'Etat doit aussi se préoccuper de l'épanouissement libre des minorités, il doit protéger la culture et la nature et réglementer la liberté économique de manière à ce qu'elle serve solidairement l'ensemble. Ces réglementations assurent, dans le domaine de la culture, le libre épanouissement, dans le domaine de l'économie, la solidarité et l'équité et dans le domaine du droit public, la sécurité juridique et la participation.

Les réglementations étatiques doivent dériver des droits fondamentaux. Ceux-ci dépassent le cadre de l'Etat-nation et reposent sur les droits de l'homme tels que formulés par l'ONU.

3. Fédéralisme et subsidiarité

Le fédéralisme et la subsidiarité sont des idées fondamentales d'un Etat et d'une forme juridique qui respecte le niveau de l'être humain. Elles signifient que le niveau politique supérieur ne devrait pas réglementer ce qui peut l'être au niveau inférieur, mais aussi que les problèmes d'ordre supérieur devraient être réglés au niveau supérieur ou tout au moins y être coordonnés.

La tendance mondiale à la globalisation menace l'autonomie des cultures et des circuits économiques locaux. C'est pourquoi les structures fédérales de la Suisse nous sont importantes, d'autant plus qu'elles pourraient servir de modèle à d'autres. Elles permettent également qu'en cas de réglementations nationales et internationales, la culture locale demeure vivante et que les circuits économiques régionaux continuent d'exister, pour autant qu'ils aient encore un sens sur le plan social, économique et écologique. Dans tous les domaines qui ne nécessitent pas, et ceci de manière fondée, des règlements nationaux et internationaux, le fédéralisme Suisse est à promouvoir et à protéger contre un excès de réglementation globalisée.

Mais d'autre part, fédéralisme veut aussi dire que le droit du niveau supérieur doit être appliqué là où les structures régionales sont dépassées. Le fédéralisme peut devenir gênant lorsque la coordination et les structures nécessaires au niveau supérieur manquent, ceci d'autant plus que la mobilité des humains croît. Afin de pouvoir maîtriser les nombreux problèmes multinationaux et globaux et de pouvoir fixer des limites aux intérêts économiques et politiques particuliers, il est important d'avoir des structures nationales et internationales dotées des compétences en conséquence.

4. Encouragement d'une société civile vivante

L'existence d'une société civile vivante en tant que lien entre l'individu et les instances étatiques est de première importance. Elle garantit les propriétés qualitatives des sphères individuelles et la liberté d'organiser les rapports au sein de la collectivité. Le principe démocratique de majorité peut s'effacer dans de nombreux cas en faveur de règles plus individuelles; le droit des contrats peut remplacer le droit étatique. Dans la vie économique il s'agit d'encourager les projets de nature coopérative, d'associations de consommateurs et de producteurs et de participation des collaborateurs à leur entreprise.

Sur le plan international les structures étatiques et supra-étatiques doivent être complétées par un réseau mondial de groupements issus de la société civile. Les organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que les autres acteurs de ce réseau devraient, sur la base d'intérêts et de préoccupations communs, se rencontrer dans des instances politiquement adaptées et pouvoir y représenter avec force leurs intérêts aux divers niveaux régional, fédéral et international.

5. Intérêts personnels et bien commun

La complexité de la société pluraliste amène l'Etat à devoir réglementer de plus en plus dans le détail le cours des choses. Il en résulte souvent une sur-régulation qui entrave l'initiative personnelle des citoyennes et citoyens. D'autre part, de puissants groupes d'influence se développent lesquels tentent d'imposer des intérêts politiques et économiques particuliers. D'un point de vue intégral, il s'agit ici aussi d'aspirer à un équilibre entre les interventions étatiques nécessaires et l'encouragement aux initiatives personnelles et aux solutions de partenariat.

Les critères à appliquer à toute politique découlent de l'être humain et de ses besoins matériels, émotionnels et spirituels. Le droit doit fixer les limites nécessaires afin que l'individu et des groupement isolés respectent le bien de la communauté, que l'économie soit au service de l'homme et de son environnement et que des solutions de partenariat à des problèmes individuels ou globaux soient rendues possibles. Des solutions d'autogestion devraient compléter les solutions étatiques.

Les partis, qui étaient à l'origine des forums permettant la formation d'une opinion destinée à servir de contrepoids à des influences autoritaires, sont aujourd'hui – du fait du rôle dominant des médias pour la formation de l'opinion – quasi obligés de polariser les problèmes et de se mettre en position combative pour tenter de se profiler. La Politique Intégrale recherche des voies pour pratiquer une politique partant des faits et ceci dans l'équilibre des différentes perspectives.

6. La Suisse – L'Europe – Le Monde

Dans une grande mesure, les imbrications politiques et économiques ont atteint des dimensions transnationales et doivent en conséquence, comme déjà mentionné, être réglementées au niveau transnational. Des structures efficaces au niveau international et global sont donc indispensables. Celles-ci doivent disposer d'organes de contrôle adéquats, démocratiques et conformes à la séparation des pouvoirs.

La coopération de la Suisse dans le cadre de la communauté européenne (UE) peut être encouragée dans la mesure où les principes du fédéralisme, de l'autonomie régionale des cultures et de la démocratie directe sont garantis. Nous souhaitons une communauté européenne au sens d'un projet de paix et en tant que régulateur pour une économie équitable.

Au-delà du cadre européen, la Suisse devrait continuer, dans une plus grande mesure, à s'engager en faveur de la justice et de la paix au niveau planétaire. Des domaines problématiques tels que la guerre, le terrorisme et le drame des réfugiés ne peuvent pas se résoudre sans une distribution équitable des biens nécessaires à la vie et sans des relations partenariales sur le plan commercial. La participation de la Suisse à l'ONU et à ses comités est, en ce sens, de grande importance. Un «conseil des sages», qui pourrait juger des problèmes globaux de notre monde d'une manière indépendante, serait, dans le cadre de l'ONU, une institution additionnelle précieuse.

7. Domaines d'action et mesures

De ces considérations nous déduisons les domaines d'action et les mesures suivants:

- La démocratie directe, laquelle garantit le droit à l'initiative et au référendum sur tous les plans fédéraux, devrait être renforcée. Les bases légales correspondantes doivent être vérifiées et mises en place. La revendication d'un tribunal constitutionnel suisse en fait aussi partie.
- En contrepoids à une idéologie de défense des intérêts particuliers et de concurrence, une culture de solidarité doit être encouragée. La coopération et la solidarité doivent, outre l'aptitude à s'affirmer dans le débat politique et économique, être des objectifs prioritaires de l'éducation.
- Le parlement, le gouvernement et la justice sont à séparer de manière très nette. La séparation des pouvoirs classique, partiellement affaiblie, devrait être à nouveau renforcée. Le cumul de mandats des parlementaires et des expert(e)s de l'administration sont à éviter au sens de la séparation des pouvoirs.

- A tous les niveaux, qu'ils soient inférieurs, supérieurs ou internationaux, le fédéralisme et l'autogestion communale sont à renforcer selon le principe «penser globalement et agir localement» (subsidiarité verticale).
- L'aspect de développement durable écologique et social des décisions parlementaires devrait être mieux garanti par un «conseil du futur» ou une instance politique importante. La communication au public dans ce domaine doit être intensifiée.
- Avec la poursuite de la réforme de l'administration, la bureaucratie devrait être limitée, le lobbysme réduit et la transparence, l'efficacité et les possibilités de participation renforcées.
- La Suisse devrait participer à la fondation d'institutions mondiales qui puissent définir des normes. Ces institutions une fois dotées des pouvoirs nécessaires, pourraient fixer des cadres aux entreprises multinationales et autres puissances. Ces institutions devraient toujours être soumises à un contrôle démocratique. Les organisations non gouvernementales (ONG) et autres alliances issues de la société civile sont à associer à ce processus.
- Le droit foncier devrait être revu de sorte que la collectivité soit propriétaire, mais en général non usagère des biens-fonds.

Formation, éducation et culture intégrales

Principes et objectifs

Une formation intégrale globale, en principe accessible à tous les membres de la société est, selon nous, la condition préalable la plus importante à une société innovatrice, solidaire, pacifique et attachée à un développement durable. Cette formation vise le développement de la conscience et la croissance intérieure de l'homme et aspire à une sagesse de vie globale.

Une formation intégrale à tous les niveaux et pour tous les âges constitue, à l'époque de l'interconnexion globalisée, une base adéquate pour rendre possible une société mondiale porteuse d'avenir, basée sur des cultures multiples et des espaces économiques régionaux. Elle est une condition préalable nécessaire pour faire face aux problèmes urgents de notre temps et aux enjeux actuels et futurs.

1. La formation intégrale

La formation intégrale développe une conscience globale et simultanément s'adapte au potentiel particulier de chaque être humain. Elle débute par la formation même de la conscience et la capacité de l'être humain à se développer dans les domaines les plus divers. Le développement individuel et collectif est au centre de la formation. Celle-ci englobe la promotion de tous les niveaux existentiels d'un individu:

- Sur le plan physique, sont entraînées et stimulées l'endurance et la dextérité corporelle. La pratique d'une vie saine en fait aussi partie, spécialement dans l'alimentation, l'exercice physique, la relaxation et une certaine vigilance par rapport aux substances addictives.
- Sur le plan émotionnel et social, il s'agit d'une part de percevoir ses propres sentiments et ceux des autres sans se laisser submerger. Il convient d'assumer la responsabilité de ses états d'âme, de ses émotions et sentiments. D'autre part, l'enseignement des compétences en matière de communication et de résolution des conflits est important. Apprendre à tenir compte de manière équilibrée de ses intérêts personnels et de ceux des autres au sein d'un groupe est essentiel.
- Au niveau de l'intellect sont développées les capacités cognitives, en particulier la capacité de réflexion et de jugement libre. Une haute compétence intellectuelle est nécessaire dans la considération et l'appréciation du monde ainsi que pour la résolution des problèmes globaux en suspens. Toutefois l'intellect et la raison renoncent à leur toute-puissance et ne se limitent plus à une vision unilatéralement matérialiste du monde, ce qui sert aujourd'hui les intérêts dominants. C'est précisément grâce à cette profonde capacité de réflexion que la pensée intégrale s'efforce continuellement de reconnaître ses positions et ses limites, de les remettre en question et de les ouvrir à une vision du monde globale et responsable.
- Au niveau spirituel, il s'agit de promouvoir l'expression de la créativité personnelle, la sensibilité, la capacité d'étonnement, le recueillement silencieux, le développement des perceptions et de l'attention ainsi que le respect envers tous les êtres vivants. Nous estimons qu'il est également central d'apprendre à moins nous identifier à nos points de vue et besoins personnels. Il s'agit plutôt d'entraîner notre conscience éthique. Ceci renforcera entre autres l'empathie envers tous les humains, envers les générations futures ainsi qu'envers les formes de vie non humaines. Nous apprenons à nous comprendre et à nous ressentir comme partie de l'ensemble du cosmos en évolution.

En conséquence, la formation intégrale signifie le déploiement du potentiel créatif dans chaque domaine de développement, qu'il s'agisse de l'enseignement du partenariat ou de la relation, ou de l'approfondissement des connaissances civiques ou encore du développement d'une conscience globale (cosmique). Ce qui signifie apprendre sa vie durant, de la prime enfance au troisième âge. Ainsi, l'étude intégrale et les institutions qui l'encouragent ont pour vocation l'auto-formation – ce qui était au fond à l'origine même de toute formation – et ne prennent pas cette dernière comme un moyen en vue d'une fin.

2. Education

Le petit enfant est déjà, par nature, curieux, coopératif, créatif et compétent pour ce qui est de ses besoins personnels. Il s'agit de voir et d'encourager cette attitude fondamentale à la maison et à l'école. On se base sur l'amour pour l'enfant, qui éveille et élargi son enthousiasme, tout en lui fixant des limites, particulièrement là où l'autonomie et la liberté des autres ne seraient plus garanties.

A cette fin, les parents devraient être mieux préparés à leur tâche d'éducation intégrale et y être accompagnés et soutenus. Ceci nécessite la création de postes de consultants en la matière. On pourrait également lier l'obtention des allocations pour enfants à la participation des parents à certains cours ou à des groupes d'échange d'expérience. Surtout, les parents d'enfants

en bas âge devraient pouvoir obtenir les aides sociales et financières leur permettant de se dédier suffisamment à l'éducation et à l'accompagnement de leurs enfants.

Dans le domaine préscolaire, des institutions publiques et privées ouvertes à tous les enfants sont à créer et à soutenir. Guidés par des personnes de confiance, ils y apprendraient de manière ludique à découvrir leur environnement et à échanger avec d'autres enfants. Les contes, l'expression créative et l'expérience de la nature y ont une grande importance.

A l'école, une pédagogie tolérante à l'erreur devrait être de mise, une pédagogie qui combine à la fois l'encouragement et l'exigence. Les besoins et les impulsions des enfants et des adolescents sont pris en considération. Leur créativité est utilisée. Dans ce cadre consciemment protégé, un apprentissage en partenariat devient possible. La préservation d'espaces de liberté et de choix ainsi que la responsabilisation en font partie. La dignité des jeunes est ainsi respectée.

Pour atteindre cet objectif, la formation et l'encadrement des enseignants et l'encouragement ciblé de projets innovateurs sont des conditions indispensables. De plus l'enseignement de matières à vision large, utiles à la vie et bien inter reliées, englobant des thèmes éthiques sur le sens profond des choses, sont des conditions supplémentaires nécessaires.

Assurer une formation intégrale est une tâche importante de la communauté. Elle peut aussi en charger des institutions privées à l'aide de crédits d'éducation individualisés sur base d'objectifs précis. Ce faisant, il doit être garanti que les écoles et les matières d'enseignement ne soient ni commerciales ni imprégnées d'intérêts économiques primaires.

La préparation aux exigences de l'économie ne devrait pas avoir plus d'importance que la préparation à d'autres domaines de la vie. Les jeunes gens ont cependant droit à une formation professionnelle qui permette et facilite leur entrée dans la vie active.

Tous les membres de la société ont un droit à une formation continue durant leurs périodes de vie familiale et d'activité professionnelle. Les employeurs assurent surtout la formation continue professionnelle, L'Etat et le privé apportent des offres diversifiées dans les domaines de la formation à la vie et la pratique spirituelle. Les modalités pourraient aussi en être réglées à l'aide de crédits de formation.

Enfin, pour les personnes âgées figurent au premier plan – outre l'approfondissement et l'échange du savoir accumulé et de l'expérience de vie – la conservation et l'entretien de la santé, l'aide réciproque ainsi qu'un soutien conscient au lâcher prise, qui permette de vieillir et de mourir dans la dignité.

3. Culture et art

La formation intégrale veut contribuer à ce que les humains développent leur créativité et puissent l'exprimer dans tous les domaines de la vie – que ce soit dans la vie de tous les jours, en cuisinant, dans le langage, le métier, dans d'autres activités professionnelles ou le travail artistique professionnel. La culture de notre société est basée sur la qualité de la contribution de tous les participants, sur la qualité de la relation des hommes entre eux et envers la nature.

La Politique Intégrale considère les activités créatives comme très importantes, particulièrement le processus de l'acte créatif en soi. Il jaillit principalement de la joie et il est cause de joie. Participer de tout son coeur, partager la création avec d'autres enrichit. En conséquence, la Politique Intégrale veut encourager les activités artistiques et culturelles.

L'art en tant qu'expression de la créativité fait partie de l'épanouissement et de la formation de la conscience. Il correspond au besoin de l'être humain de vivre des expériences authentiques, de nourrir son esprit et son âme; et il complète ainsi parfaitement la consommation des multiples biens matériels mis à notre disposition. L'art offre un espace pour des rencontres, pour réfléchir à soi-même, pour la réflexion sur des thèmes de société et les visions nouvelles. Il peut aussi agir sur la conscience politique, en encourageant le dialogue et en élargissant l'horizon. L'art rend aussi possible l'expérience et l'expression de la transcendance, par exemple en musique, en poésie ou dans les arts plastiques. L'art atteint les humains à tous les niveaux: sensuel, émotionnel, rationnel et spirituel.

Dans un organisme social sain, l'économie, la politique et la culture coexistent dans des rapports équilibrés. Ceci signifie qu'ils s'enrichissent mutuellement sans qu'un domaine ne domine les autres, par exemple l'économie sur la politique ou la politique sur le contenu culturel.

Notre société actuelle est très fortement focalisée sur l'économie. Celle-ci détermine aussi en partie la formation et la culture. A notre niveau de bien-être matériel, son accroissement n'a pas de sens et n'est pas écologiquement supportable. Ainsi le temps et les moyens qui se libèrent peuvent être utilisés au développement de la culture. Cela signifie accorder au plus grand nombre possible d'êtres humains la possibilité de continuer de se développer sur le plan social, spirituel et créatif. Et cela demande de créer les espaces correspondants. L'épanouissement et l'accomplissement des humains dans le domaine immatériel de la culture et de l'art est d'importance centrale pour le développement d'une société post-matérialiste. Car ils réduisent significativement les besoins matériels de compensation.

Le système économique

1. Principes

L'activité économique répond, dans le cadre des limites imposées par la disponibilité des ressources naturelles, aux besoins multiples des êtres humains. A titre d'introduction nous souhaitons mettre en évidence particulièrement trois aspects:

Niveaux de besoin de l'être humain

Pour une société écologiquement et socialement durable, nous considérons comme important que l'être humain apprenne à différencier les niveaux de ses besoins:

1. Biologiques-matériels
2. Emotionnels-affectifs (p.ex.: l'appartenance, la sécurité, l'estime de soi et des autres)
3. Mentaux-intellectuels, qui comprennent aussi les aspects esthétiques et éthiques
4. Spirituels, âme et esprit (p.ex.: recherche du sens des choses, exister de manière consciente, profond respect, amour et estime pour ses semblables et le monde).

Les besoins des niveaux 2, 3 et 4 ne peuvent pas être satisfaits par des biens matériels. La tentative de satisfaire les besoins immatériels par des compensations conduit à l'insatiabilité des besoins, à la dépendance, à la destruction de la nature et à l'autodestruction.

Valeurs fondamentales

Notre objectif supérieur est une prise de conscience la plus large possible et l'épanouissement de tous les êtres humains. La vision d'un système économique intégral repose sur les valeurs suivantes:

- Responsabilité, au sens de la responsabilité personnelle de l'adulte
- Egalité de toutes les personnes
- Liberté spirituelle et politique, être libre d'oppression, d'exploitation et d'arbitraire.
- Répartition équitable, partage, au sens de la répartition du pouvoir d'une part et d'autre part de la répartition des disponibilités matérielles de base et des biens immatériels entre tous les êtres humains
- Unicité: lien fondamental de tous les êtres humains les uns avec les autres, et de l'humanité avec toute forme de vie et la terre tout entière. Sur cette unicité repose la solidarité, notre responsabilité du bien-être de tous et de tout être vivant, dans le présent et le futur.

Limites du domaine matériel

La liberté politique et créative est une valeur essentielle pour nous. Par contre, la possession matérielle et la consommation individuelle peuvent et doivent être limitées,

- parce que le maintien de la paix sociale et la répartition démocratique du pouvoir rendent nécessaire une limitation de l'accumulation de biens et
- parce que la biosphère ne peut être chargée sans limites. Les bases de la vie, la vie et les paysages ont besoin de notre protection. Les exigences matérielles des humains envers la nature sont à restreindre. Plus grande est la population mondiale, plus élevé est le bien-être matériel et plus importante devient la nécessité de limiter les abus dans le domaine matériel.

2. Vision

Les concepts et les mesures proposés ici sont à prendre en tant que visions, en tant que pôles d'attraction de la société pour la construction du futur. Leur réalisation pourrait durer des décennies. Nous avons besoin de visions afin de conserver notre orientation fondamentale au-delà de l'activité politique journalière.

L'économie est au service de la vie, des êtres humains et des objectifs supérieurs de la société. Elle ne doit jamais être une fin en soi. Nous aspirons à un système économique post-capitaliste, au-delà du capitalisme et du communisme, ceci afin que tous les humains puissent s'épanouir tout en préservant les bases de la vie.

Dépassement du matérialisme

La couverture des besoins matériels s'oriente en fonction de ce qui est utile à la vie. Le bien-être matériel à un niveau raisonnable contribue à la qualité de vie et forme une base à l'épanouissement individuel et collectif. Les personnes dont les besoins fondamentaux sont satisfaits peuvent et devraient se consacrer plus à des thèmes et à des buts culturels, sociaux, créatifs, liés à l'âme et à l'esprit.

Egalité des chances et équité

L'activité économique peut et doit être en accord avec la dignité de l'être humain. Chaque personne devrait disposer d'une base suffisante de biens matériels et immatériels afin de pouvoir se développer sous sa propre responsabilité et dans la liberté. Partager, distribuer, se contenter de ce qu'on a, deviennent les pierres angulaires d'une société pacifique et florissante.

Durabilité écologique

L'économie doit satisfaire le principe de durabilité écologique. Nous voulons aussi assumer notre responsabilité envers la création et les générations futures. Il faut remplacer l'avidité et la pénurie par une juste mesure utile à la vie. Nous pensons que les pays développés doivent réduire leur consommation matérielle et que les circuits économiques régionaux demandent à être intensifiés.

Autorégulation du marché

Au sens global, l'économie devrait être efficace et capable d'adaptation sans être soumise à la contrainte de croissance. Fondamentalement, c'est le marché qui doit régler l'offre et la demande. Si cette autorégulation ne conduit pas à l'atteinte des buts économiques, sociaux et écologiques ou même conduit à des excès et des déséquilibres, la société doit introduire des régulateurs basés sur des législations.

Primauté de la politique

L'économie est subordonnée à la primauté du politique. Le politique ordonne et réglemente là où c'est nécessaire, mais crée aussi les espaces de liberté dans lesquels les entités économiques peuvent agir de manière autonome et remplir leurs obligations envers la société. Dans ce but la société a besoin d'un nouvel ensemble d'indicateurs permettant la mesure du développement économique et social.

La question de savoir qui fixe les limites aux activités humaines sur le plan national et international et comment, doit être définie sans équivoque. Seule une structure démocratique en état de fonctionner à tous les niveaux – du niveau mondial en passant par des espaces économiques continentaux jusqu'aux nations ou aux régions – peut corriger les excès de la globalisation et renforcer en lieu et place de celle-ci les circuits économiques régionaux. Ce faisant, le principe de subsidiarité acquiert – à double titre – une signification importante: la régulation fine des activités économiques et des processus sociaux devrait avoir lieu au niveau le plus local possible. Simultanément des foyers et des terrains d'expérimentation des systèmes économiques et sociaux post-capitalistes envisagés devraient être créés et promus sur le plan régional et national.

3. Domaines d'application des mesures et objectifs

Définition

Par économie nous comprenons la production de biens et de services, leur échange ou commerce ainsi que la répartition des ressources naturelles et des gains de l'économie entre les êtres humains: revenus, biens et possessions. En font aussi partie, au sens d'une économie de circuit, les questions de la consommation et du traitement des déchets.

Le système économique définit à l'aide de règles de vie commune la manière d'y régir les rapports entre les êtres humains, entre les institutions humaines et entre l'humanité et la nature.

Economie de circuit avancée avec développement qualitatif

Cette terre est notre seul habitat. Elle est le fondement de toute vie. C'est pourquoi nous aspirons sur le plan matériel à une économie de circuit hautement développée, orientée vers le développement qualitatif et une croissance économique tendant vers zéro, sans croissance des flux matériels.

Avant que cette stabilisation quantitative ne puisse intervenir, le volume de consommation en énergies fossiles et celui des émissions de polluants doit être réduit à un niveau mondial durable, il en va de même pour la consommation des matières premières. Les quantités d'émissions polluantes et de consommation d'énergie autorisées par tête seront fixées en tant que normes dans le cadre d'un accord global.

Les transformations qualitatives nécessaires de l'ensemble des processus de production et des besoins de consommation vont déclencher, durant une première phase d'environ 20 ans, un besoin en investissements important autant dans la recherche que dans le renouvellement des structures de production. De ce fait la consommation de matières premières et d'énergies non renouvelables ne diminuera au début que lentement et durablement par la suite. L'économie de circuit sans croissance matérielle deviendra alors la règle et l'orientation.

La qualité de vie, elle, continuera de croître: la pureté de l'air, de l'eau, des sols, la qualité de la nourriture, la sécurité matérielle des hommes, la participation de tous aux processus de décision dans la politique et l'économie, le développement personnel créatif dans tous les domaines, la capacité de maîtriser pacifiquement les conflits, le pacifisme de la société et la sécurité face à la violence, la qualité des relations sociales ainsi que la satisfaction intérieure et extérieure. Celui qui développe la richesse intérieure enrichit son prochain avec elle et peut réduire ses prétentions matérielles.

Suppression des contraintes à la croissance matérielle

Les facteurs suivants causent aujourd'hui l'économie de croissance matérielle:

- La croyance que la satisfaction individuelle et collective est couplée à un haut niveau d'aisance matérielle et qu'elle continue de croître avec elle
- L'escalade des besoins matériels (de compensation)
- La cupidité et la soif de pouvoir
- Le versement d'intérêts sur le capital avec le mécanisme des intérêts composés
- La maximisation des bénéfices et des rendements et leur réinvestissement dans le processus économique
- Le haut degré d'investissement et par conséquent la croissance de la productivité
- La compétition entre entreprises ainsi que la compétition des lieux de production, entre villes, régions, pays et espaces économiques
- L'orientation disproportionnée de la recherche vers la production de biens et de services
- L'endettement de l'Etat.

Tous ces facteurs doivent être réduits ou transformés de telle manière que la contrainte à la croissance économique matérielle disparaisse. Les principes et mesures énoncés ci-après devraient stopper la dynamique de croissance matérielle des sociétés aisées et la transformer d'une manière socialement supportable en des économies de circuit durables. La mise en oeuvre progressive de ces mesures implique un processus démocratique basé sur l'éducation et la formation d'une conscience intégrale.

L'homme et le travail

Par son travail culturel, social et économique l'homme crée ses conditions de vie. Ce faisant, le travail n'est pas nécessairement lié à une rémunération financière et il a des fonctions multiples: production de biens et de services, organisation de groupes sociaux ou de la société en général, acquisition d'un revenu, développement du potentiel personnel et formation continue, appartenance sociale et intégration, raison d'être.

La division du travail croissante dans le domaine économique a conduit, de pair avec le développement technologique, à d'énormes progrès de productivité, nous a procuré un bien-être matériel inconnu auparavant et ouvert des espaces de loisirs plus grands. Avec la spécialisation professionnelle, la créativité s'est aussi développée de manière remarquable dans divers domaines de la société.

Toutefois, le progrès de la productivité nous a simultanément conduit à un dilemme: soit la quantité produite doit croître continuellement, soit la quantité de travail nécessaire diminue, ce qui conduit au chômage. Les machines et les robots nous réduisent, il est vrai, la quantité de travail, mais ils créent de nombreux chômeurs – le plus souvent dans ces parties du monde qui ne parviennent pas à suivre l'allure du développement économique. Le danger est grand aussi que les ordinateurs et les machines n'imposent leur allure et leur rythme au travail humain et que le travail ait pour finalité la seule poursuite de la croissance économique.

Pour pouvoir rompre avec ces contradictions et ces contraintes, nous devons, avant tout dans les sociétés aisées, changer fondamentalement notre manière de voir les choses. Les capacités de travail humain qui se libèrent sont une chance extraordinaire pour le développement culturel, social et spirituel des individus et de la société. Mais ceci n'est alors valable que:

- si nous définissons et comprenons le travail au sens large et assurons les bases existentielles de chaque membre de la société, à la rigueur aussi sans qu'il fournisse un travail rémunéré au sens usuel du terme
- si la rémunération matérielle du travail se situe dans une fourchette de montants éthiquement justifiable
- si le temps de travail diminue pour tous, le temps libre pour le développement personnel augmente et si le travail rémunéré – ceci aussi entre hommes et femmes – est mieux réparti et ouvert aux jeunes gens après leur éducation.

Etat et autorégulation

Les décisions essentielles concernant l'organisation et l'orientation de l'économie seront prises par les citoyennes et citoyens dans des processus démocratiques.

La primauté de la politique ne signifie pas que la quote-part de l'Etat (part du budget de l'Etat dans le produit intérieur brut) du pays doive augmenter. On aspire beaucoup plus à un équilibre entre un marché libre et une régulation écologique et sociale. La densité de réglementation et la quote-part de l'Etat peuvent même diminuer si la société réussit à fixer les bonnes conditions cadre. Là où l'autorégulation du marché engendre des résultats socialement et écologiquement acceptables, la primauté de la politique maintient cette autorégulation.

Liberté, équilibre du pouvoir et paix

La liberté individuelle est pour nous une valeur centrale. Selon nous, l'inégalité ne devrait pas être «nivelée». Ceci restreindrait trop la capacité de se développer et la créativité des individus et anéantirait la richesse liée à cette diversité.

De grandes inégalités dans le revenu et la fortune créent cependant de grandes différences dans la liberté de s'épanouir et dans le pouvoir économique et politique. De telles différences de fortune sont contraires aux intentions originelles de la démocratie: la répartition équitable du pouvoir. Ceci conduit les défavorisés à des sentiments d'injustice et d'insatisfaction al-

lant jusqu'à la discorde et le développement de la violence.

Il s'agit de réduire l'inégalité matérielle de manière drastique et de promouvoir la richesse immatérielle en connaissances et en créativité, principalement par l'école, la formation, la science, la culture et l'art. La meilleure répartition du revenu et de la fortune d'une part limite l'abus de consommation et l'accumulation de pouvoir d'une minorité, et d'autre part, elle favorise la possibilité de développement et la créativité de tous les êtres humains.

Créativité, ralentissement

La créativité est l'une des propriétés les plus admirables de l'homme (voir aussi le chapitre «Formation et Culture»). Nous voulons, autant que possible, l'encourager en nous orientant toujours plus vers ses motifs originels: la soif de connaissance (comprendre), la beauté (esthétique), la joie de créer, l'amélioration des conditions de vie (aller mieux) et la prévention des dangers.

L'incitation financière, l'appât du gain et la compétition accélèrent avant tout le rythme des innovations orientées vers le profit. Ce rythme dépasse de plus en plus d'êtres humains et empêche le développement de standards éthiques et de règles juridiques dans le cadre de processus démocratiques. La grande vitesse du changement technologique actuel n'a pas de valeur en soi et n'est pas souhaitable. Dans l'ensemble elle conduit à une grande dilapidation d'énergie et de matériaux.

C'est précisément pour maîtriser les problèmes écologiques et sociaux actuels que nous avons un urgent besoin d'innovations significatives allant au-delà des intérêts financiers à court terme. Nous voulons les inspirer et les favoriser pour orienter le développement social et économique vers des objectifs durables et pour ralentir ce rythme effréné et inutile.

Concurrence et coopération

L'économie d'aujourd'hui repose sur la concurrence aussi bien que sur la coopération. Nous pensons que la concurrence effrénée mondiale présente des dimensions destructrices: elle conduit à une accumulation et concentration de pouvoir immenses et indésirables ainsi qu'à la suppression des normes de protection de l'être humain et de la nature (dérégulation pour faire baisser les coûts) et elle réduit le revenu du secteur public.

Il s'agit de trouver un nouvel équilibre. La diversité nous importe beaucoup. Nous avons besoin de la concurrence comme incitation, toutefois elle doit être limitée à une dimension raisonnable. Dans le processus économique, la coopération doit simultanément être élargie.

Rééquilibrage des intérêts internationaux et coopération au développement

Des interdépendances internationales croissantes marquent les relations commerciales et la politique économique dans tous les domaines comme le commerce, les investissements, les flux financiers, les droits de propriété, les impôts, la protection et l'ouverture des marchés, etc. S'y ajoutent des intérêts de politique étrangère et géopolitiques qui sont aussi principalement déterminés par des intérêts économiques, comme par exemple: s'assurer la mainmise sur les gisements et la livraison de matières premières. Enfin, les organisations internationales, comme la banque mondiale, le FMI, l'OMC ou la coopération internationale au développement, sont souvent eux aussi influencés par des intérêts politiques et économiques particuliers. Il est vrai que ces intérêts économiques forts, multiples et imbriqués lient les peuples entre eux. Parce qu'ils sont fortement déterminés par des motifs pécuniaires et la recherche de pouvoir, ils conduisent à des déséquilibres et des dépendances en nombre croissant, ainsi qu'à une dynamique économique sans limites aux dépens des bases naturelles de la vie. Cette situation des intérêts économiques particuliers est par conséquent explosive et une menace potentielle qu'il s'agit de juguler. A cette fin, les relations internationales sont à construire sur une base nouvelle orientée vers l'égalité des chances. Il reste à définir aussi des règles du jeu internationales en vue d'économies durables et porteuses d'avenir.

4. Mesures

Si nous considérons les objectifs ci-dessus comme stables, les mesures et les instruments pour les atteindre sont cependant de nature provisoire. S'ils ne conduisent pas au but, ils seront changés, développés ou complétés. Ainsi peut être développé, au sens d'un apprentissage, un processus de pensée et de prise de conscience fonctionnant comme un système rétroactif ouvert aux améliorations et aux corrections.

4.1 Indice de la qualité de vie

Les indicateurs du bien-être de la société reflètent les valeurs les plus élevées d'une collectivité. Les indicateurs de la croissance quantitative sont aujourd'hui dominants. Un nouvel indice de la qualité de vie permettra de mesurer le bien-être de la société. Il pourrait comprendre les cinq composantes suivantes:

- L'équité de la distribution du revenu et de la fortune
- La performance économique (aujourd'hui PIB par tête)
- L'efficacité écologique (par ex. production de déchets et de CO₂ par tête)
- L'efficacité participative (distribution de la participation et de la codécision, ceci aussi entre les sexes)
- La sécurité et le sentiment de bien-être.

4.2 Revenu du travail et du capital

Nous aspirons à une distribution équilibrée du revenu du travail et du capital. A l'aide d'un régime fiscal approprié, la plage entre le revenu minimum en plein emploi (p.ex. 40'000 francs par an) et le revenu maximum imposable doit être amenée à un rapport de 1 à 7. En Suisse, environ 98% des ménages ne seraient pas directement concernés par cette mesure.

La part du revenu du capital des personnes privées qui dépasse le triple du salaire minimum est à prélever par imposition. Si, par exemple, on part d'un taux d'intérêt futur de deux à trois pourcents, cette réglementation ne devient effective qu'à partir d'une fortune en capital de quatre à six millions de francs.

4.3 Propriété, distribution de la fortune et dotation de majorité

La protection absolue de la propriété ne devrait valoir, dans le futur, que pour une propriété privée limitée, d'usage personnel. La propriété corporative sera, par contre, liée à des obligations sociales et ne sera plus protégée sans limite.

Le sol et les ressources naturelles appartiennent à la collectivité. Ils seront attribués par l'autorité publique à des personnes privées et à des entreprises sous forme de droit d'usage avec des servitudes et des redevances. Les droits d'usages peuvent être hérités (par exemple les terrains agricoles).

La possession du sol et de la fortune sera redistribuée à l'aide d'un impôt sur la succession et de la dotation de majorité pendant une période de 50 à 70 ans: si une personne fortunée décède, les héritiers reçoivent, par exemple, un héritage à la hauteur de la dotation de majorité (DM) de l'ordre de grandeur de 0,4 à 0,5 millions de francs. Le reste de la fortune est attribué par l'intermédiaire d'un impôt sur la succession au fond national de dotation. Celui-ci finance les dotations que tous les jeunes adultes reçoivent. Ainsi les accumulations de fortune et de pouvoir sont dissoutes de temps en temps selon le principe biblique du Jubilé¹.

La dotation de majorité est largement destinée à des fins déterminées. Elle sert aussi à l'assurance vieillesse: par exemple, 50% sont réservés à la propriété d'un appartement, 30% peuvent être utilisés pour l'achat de titres (actions, part coopératives), avec au maximum un tiers investi dans la même entreprise; 15% sont disponibles pour la formation et la formation continue; 5% peuvent être utilisés selon le bon vouloir des personnes.

4.4 Système social, revenu de base et service civil

Le système social devrait être établi sur une base nouvelle. D'une part il assure l'existence de tous les membres de la société. D'autre part il prend en charge l'accomplissement de tâches importantes de la société qui, faute d'acheteurs à capacité financière suffisante, ne peuvent pas être couvertes par le marché, comme les soins aux personnes âgées et l'entretien des paysages, etc. Le système social est ainsi consciemment conçu pour qu'il motive l'individu à la solidarité.

Dans l'avenir, la base du système social est constituée de la dotation de majorité, attribuée à tous les jeunes adultes sans condition; elle est principalement alimentée par un impôt national sur la succession.

A cela s'ajoute un revenu de base garanti, organisé selon le principe de l'impôt négatif sur le revenu et qui, à la longue, devrait remplacer tous les systèmes de retraites. Pour toutes les personnes qui ne sont pas ou plus capables de travailler, ce revenu de base peut être augmenté d'allocations complémentaires. Pour celles et ceux qui sont capables de travailler et qui sont sans tâche d'éducation ou de soins, il est lié à un service civil. Le revenu de base garanti devrait être ainsi conçu qu'il subsiste une incitation suffisante à une activité lucrative.

De plus, chaque membre de la société est astreint, de l'âge de 18 à 22 ans ainsi qu'à l'âge de la retraite, à fournir un service civil de longue durée et entre ces âges, de fournir régulièrement des services de courte durée. Ils peuvent être fournis dans le domaine du maintien de la paix ou sous forme d'activités sociales ou écologiques et ils sont indemnisés dans le cadre du revenu de base garanti.

4.5 Entreprises

Une économie durable et intégrée à la société dans son ensemble repose très largement sur les petites et moyennes entreprises (PME) qui créent de la valeur ajoutée principalement localement. Pour atteindre cet objectif, outre des taxes d'incitation sur l'énergie et les matières premières (voir au point 4.7), nous prévoyons des conditions cadre qui fixent des limites à la croissance en taille des entreprises et ainsi qu'à la concentration de pouvoir qui lui est liée.

A cette fin, nous limitons l'accumulation de capital des entreprises. De plus, l'attractivité et la diffusion des formes juridiques du type «coopérative» et «fondation» devrait être encouragée par des incitations appropriées, celles du type «société par actions cotée en bourse» devraient être réduites.

Là où le besoin de grandes entreprises continue de s'imposer, que ce soit pour des raisons d'efficacité écologique ou pour couvrir des besoins généraux (par exemple, le service public ou des produits de haute complexité), il est de la tâche de l'Etat d'empêcher les abus de pouvoir. En particulier, l'Etat, respectivement le public, assurent, sous une forme adéquate, leur influence sur les décisions stratégiques essentielles et leurs conséquences futures pour la société.

1 Lévitique 25: 8-13

4.6 Direction et management

La direction d'entreprise, respectivement le management, s'aligne sur les nécessités de la responsabilité d'entreprise aussi bien que sur celles envers la société en général. Dès lors, pour juger de l'efficacité d'une entreprise, il ne suffit pas d'en mesurer la prestation économique. Il s'agit beaucoup plus, d'une manière semblable à ce qui a été proposé au point 4.1, de prendre en compte d'autres critères, comme par exemple l'efficacité de l'usage des ressources, la motivation des collaborateurs, le bien-être de la commune d'implantation, la satisfaction des clients et la prévention de dommages écologiques.

Conformément au principe de subsidiarité, les collaborateurs seront associés aux décisions de l'entreprise et les pouvoirs de décision délégués autant que faire se peut et raisonnablement.

Un nouveau type de dirigeant – plus orienté vers le bien-être général et moins vers la richesse et le pouvoir – assume les fonctions de direction, non seulement dans l'économie mais aussi en politique et autres domaines de la société. Si nous fixons comme objectif une culture du bien-être utile à la vie et si nous la vivons, nous élirons d'autres personnes aux sphères dirigeantes.

4.7 Réforme fiscale, durabilité écologique et sociale

Le pilotage du mode de production et de la consommation intervient, pour l'essentiel, par le biais du marché. Outre les impôts mentionnés aux points 4.2 et 4.3 le système fiscal sera soumis à une réforme fiscale écologique avec pour but une internalisation² des coûts externes. Des taxes d'incitation seront prélevées sur toutes les substances et les processus de production nuisibles ainsi que sur l'utilisation des ressources naturelles. De ce fait, les coûts externes seront, autant que possible, incorporés aux coûts de production. Les produits non écologiques perdent leur compétitivité. On peut, comme aujourd'hui déjà, interdire les substances toxiques.

Nous visons un approvisionnement en énergie écologique, neutre en CO₂ et sans nucléaire. L'utilisation des énergies fossiles devrait être réduite le plus vite possible et les énergies renouvelables favorisées. Si les transports, qui causent des émissions de CO₂ et d'autres pollutions écologiques, renchérissement, il se forme des espaces économiques plus petits, toutefois sans cloisonnement. Ils sont moins spécialisés et présentent une structure d'entreprises et de branches variées.

La taxe Tobin³ peut être introduite comme élément supplémentaire d'une réforme fiscale, il s'agit d'une taxe sur les transactions internationales en devises et autres transactions financières.

4.8 Système monétaire et système bancaire

L'argent possède diverses fonctions qui reposent sur des conventions culturelles et politiques. A l'origine il servait de moyen d'échange, plus tard aussi de véhicule de placement et d'investissement et aujourd'hui principalement d'instrument de spéculation: 98% des flux monétaires tournent autour du globe à la recherche du meilleur placement en temps réel, le plus souvent sous forme de monnaie scripturale.

Ces fonds investis de manière spéculative n'ont pratiquement plus aucun lien avec la production réelle de biens. Ils renforcent la redistribution du pauvre au riche – ceci aussi par le mécanisme des intérêts composés et la concurrence inégale entre le capital et le travail – et peuvent déstabiliser des économies nationales entières et les plonger dans des crises graves. Si en tant que communauté nous fixons des limites à l'accumulation arbitraire de revenus, de capital et de fortune et introduisons un impôt sur les transactions en devises (taxe Tobin), l'argent sert à nouveau premièrement à l'échange de biens et de services et peut être employé dans une mesure raisonnable comme instrument de placement et d'investissement. Qui plus est, l'intérêt s'abaisse à un niveau justifié par les coûts de transaction et la couverture de risque du créancier.

A la Banque Nationale incombe le droit de création étatique de monnaie; comme institut de droit public elle est soumise au contrôle de l'Etat. Il n'est prélevé aucun intérêt sur la monnaie nouvellement créée; elle s'écoule via le financement des tâches de l'Etat vers la société. La création monétaire des banques d'affaires sera restreinte à un volume minimum à l'aide de règlements sur le bilan et les réserves minimales.

Des monnaies complémentaires peuvent être créées à titre d'extension des moyens de paiement légaux et contribuer ainsi au renforcement des circuits économiques régionaux et locaux et au développement de la responsabilité économique personnelle.

4.9 Pays en voie de développement, relations internationales

Une politique économique et de développement durable nécessite des instruments politico-économiques étendus; la coopération internationale au développement n'en n'est qu'un parmi d'autres. Ils sont – comme le canevas des relations sur lequel ils reposent – à tel point divers qu'ils ne peuvent être esquissés que dans les grandes lignes.

Le développement intervient premièrement par l'effort personnel dans une pleine responsabilité. Souvent ce n'est pas seulement le manque d'argent qui est cause du sous-développement, mais plus encore une mauvaise direction intérieure, la répartition trop inégale du pouvoir, liée à une grande inégalité de propriété, ainsi que des intérêts économiques et politiques internationaux. Ceux-ci sont aussi en rapport avec les termes de l'échange (Terms of trade) qui deviennent défavorables pour les pays en voie de développement, si leur économie repose essentiellement sur des produits du secteur primaire et si le pays concerné est fortement endetté et sa monnaie faible.

² Internalisation: intégration dans les charges d'une entreprise du coût des effets externes de l'activité de celle-ci

³ La taxe Tobin, suggérée en 1972 par le lauréat du «prix Nobel d'économie» James Tobin, consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de diminuer l'incitation à la spéculation.

Les pays en voie de développement devraient pouvoir construire des structures économiques diversifiées de manière autonome, donc ne devraient pas rester spécialisés sur un nombre limité de produits. Assurer un travail rémunéré à tous les hommes dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services doit être la plus haute priorité dans les «pays du tiers monde». Dans la phase initiale du développement, la sécurisation de ce revenu autonome de tous les adultes peut aussi être assurée par des mesures de protection du marché intérieur. Cette protection temporaire et le développement du marché intérieur, en particulier le soutien au développement industriel, sont tout aussi importants, voir même plus importants, pour les pays économiquement faibles que des contributions plus élevées à l'aide au développement.

Seuls des hommes éduqués peuvent défendre leurs intérêts. C'est pourquoi la mise en place de l'enseignement doit être accélérée, qu'il s'agisse de l'éducation primaire ou de la formation professionnelle. Le développement des secteurs des transports et des communications, ainsi que des services de santé et sociaux a aussi une grande importance. L'industrialisation des pays en voie de développement présuppose des institutions intérieures solides, en particulier dans le domaine du droit et de la finance.

Les pays qui appliquent et imposent des normes juridiques reconnues et aspirent à des formes transparentes de bonne gouvernance seront soutenus par l'aide internationale au développement. Cette aide intervient via les organisations non gouvernementales (ONG) aussi bien que via des institutions étatiques. Les états qui tirent des revenus significatifs de l'exploitation des matières premières ne reçoivent pas d'aide publique, sauf en cas d'urgence. En cas de mauvaise distribution des ressources naturelles, terres, eaux, etc. et leur droit d'usage, il n'est accordé aucune aide par des institutions publiques et une pression est exercée pour un changement préalable des conditions intérieures.

Des standards minimaux et des normes écologiques et sociales juridiquement contraignantes seront introduits au niveau international, parce que le système économique mondial a comme plus haute priorité la qualité de vie de tous les hommes tout en conservant les bases naturelles de la vie. Ces standards et normes seront différenciés selon le niveau de développement, dans le sens que des pays peu développés ont à appliquer des normes moins sévères. Ces standards seront appliqués et imposés particulièrement dans le commerce international.

Le commerce au niveau mondial de biens à forte valeur ajoutée a un sens, par contre celui des marchandises de consommation de masse n'en a pas. Le volume quantitatif du commerce mondial devrait être limité par des mesures diverses, en particulier par des coûts de transport élevés au sens de l'internalisation des coûts externes et de la régionalisation de l'économie.

Dès que nous aurons ramené l'économie des pays industrialisés riches à une dimension supportable pour l'humanité et l'environnement, les possibilités de développement économiques s'amélioreront dans les pays aujourd'hui défavorisés. Ceci dépend aussi des termes de l'échange, qui s'améliorent en faveur des pays en voie de développement si les cours des changes se modifient à nouveau en leur faveur grâce aux restrictions économiques que s'imposent les pays riches. Dans les échanges avec les pays industrialisés, qui auront retrouvé une dimension humaine, les pays en voie de développement pourront obtenir de meilleurs prix et simultanément réduire leur dépendance aux exportations.

Dans la coopération au développement aussi, nous accordons une priorité au principe de subsidiarité. Toutefois, en complément, nous considérons comme importante l'existence au niveau mondial d'institutions fortes et démocratiquement légitimées, du fait que les grands problèmes sociaux et écologiques de l'humanité doivent aussi y être abordés avec efficacité.

5. Résumé du chapitre portant sur le système économique

Nous aspirons à un système économique post-capitaliste, au-delà du capitalisme et du communisme, afin que tous les hommes puissent se développer sur tous les plans en préservant les fondements de la vie et de notre environnement.

Les mesures proposées ont pour but de freiner la dynamique de croissance matérielle des sociétés aisées et de les orienter vers un développement qualitatif basé sur la créativité, la justice et la durabilité écologique. La pierre angulaire en est, entre autres:

- La répartition plus égale des revenus du travail et du capital
- La restructuration du système social
- La répartition des grandes fortunes lors du décès de personnes aisées
- L'encouragement aux petites et moyennes entreprises
- La réduction de la concentration de pouvoir économique

Ainsi l'égalité des chances, la possibilité de s'épanouir pour tous les êtres humains, seront considérablement accrues.

Beaucoup des mesures proposées sont radicales. Des mesures d'une telle portée ne peuvent être concrétisées que si elles ont mûri dans un processus démocratique. Ce processus va durer de nombreuses années, car il repose sur une transformation des consciences.

Nous nous relions par là aux idées libérales aussi bien qu'aux idées sociales et écologiques et nous accordons une grande valeur à l'épanouissement de l'autonomie des individus. Par ce processus, la créativité des personnes est stimulée, et les fonctions dirigeantes dans l'économie, la politique et dans la société sont de plus en plus attribuées à des personnes qui ne sont pas orientées vers la richesse et le pouvoir, mais vers le bien-être général au sens très large.

Science et recherche

1. Situation initiale

Au cours des siècles et des décennies passés, grâce aux sciences modernes et à leurs principes de production des connaissances, l'humanité a réalisé des progrès extraordinaires à une vitesse croissante. Elle a atteint un niveau de conscience par lequel de nombreux sujets sont expliqués par la science, sujets auparavant dominés principalement par des conceptions pratiques, magiques, mythiques ou dogmatiques et religieuses.

Les savoirs scientifiques et les innovations techniques permirent à la recherche, motivée par la soif de connaissance des hommes, de pénétrer dans des microcosmes et macrocosmes fascinants. Ils leur permirent de transformer leur cadre de vie et même la vie elle-même selon leurs idées et leurs conceptions.

Cependant, ce progrès rapide de la connaissance – comme décrit au chapitre «Vision du monde et de l'humanité» – est allé de pair avec des développements très unilatéraux et qui sont, entre-temps, devenus menaçants pour l'existence. Nous ressemblons de plus en plus à des apprentis sorcier ayant libéré des forces qu'ils ne peuvent plus maîtriser. Le niveau de conscience actuel ne peut plus faire face aux nombreuses conséquences problématiques qu'il a engendrées.

La dynamique et l'autonomie du progrès scientifique et technique se sont renforcées et accélérées massivement de par leur lien étroit avec les intérêts économiques. La recherche se concentre surtout aujourd'hui sur ce qui garantit un bénéfice financier. Inversement, on tentera d'étouffer ou de retirer de la circulation des connaissances et des innovations qui pourraient contrecarrer ces intérêts. De plus, la recherche dans l'économie privée gagne du terrain face à la recherche publique, qui, elle, devient de plus en plus dépendante de l'économie et du politique.

2. Objectifs

Compte tenu de ces développements, la science et la recherche d'aujourd'hui doivent faire face à un défi existentiel pour ce qui est de leur orientation et de leur indépendance, car non seulement elles déterminent notre présent mais elles façonnent aussi notre avenir.

Face à une situation si délicate pour l'humanité et son environnement, autant les principes de production des connaissances que les contenus des recherches scientifiques doivent être étendus et réorientés vers ce qui est utile à la vie dans sa diversité naturelle. Ce faisant, il s'agit d'intégrer les niveaux de conscience et les processus de développement qui dépassent la conscience rationnelle courante et qu'un nombre croissant de personnes est déjà en passe d'approfondir.

En première priorité, il s'agit de dépasser la vision matérialiste cartésienne du monde afin de l'intégrer dans les connaissances et les concepts contemporains des sciences quantiques non mécanistes. La compréhension que tout est relié et interdépendant dans l'espace et le temps conduit à supprimer et dépasser les séparations que le niveau de conscience rationnel a inévitablement apportées: les séparations du sujet et de l'objet, du monde intérieur et extérieur, de l'esprit et de la matière, des sciences humaines et naturelles, de la spiritualité et de la science, de l'individu et de la communauté, de l'homme et de la nature.

De la même manière, les principes épistémologiques de la recherche doivent changer et s'élargir. Au vu de l'unicité de beaucoup de phénomènes, en particulier dans l'interaction du monde intérieur et extérieur, les critères de l'objectivité et de la reproductibilité deviennent relatifs. Le critère de l'absence de jugement de valeur ne peut plus non plus être maintenu dans sa forme absolue.

Au contraire, une science ouverte à la transcendance se préoccupera précisément et de manière ciblée des questions portant sur les valeurs et prendra position. Elle portera son attention sur les questions visant à trouver une solution aux problèmes universels toujours plus pressants, au développement de la conscience et à la paix; et la recherche sera plus orientée vers les causes que les symptômes. De plus, ses acteurs s'efforceront de se libérer des dépendances et des implications économiques et politiques.

3. Mesures

Pour pouvoir répondre à ce défi – existentiel au sens propre du terme – la science a besoin, en premier lieu et dans une grande mesure, d'une indépendance vis-à-vis des intérêts financiers et politiques particuliers.

Un rôle central revient ici aux moyens publics mis à disposition de la recherche, qui doivent être concentrés de manière ciblée sur les projets de recherche fondamentale et appliquée qui servent à la résolution des problèmes écologiques et sociaux aussi bien qu'à la transformation et l'extension de la conscience. D'une manière générale, la recherche publique doit satisfaire à des standards éthiques élevés.

Inversement, il s'agit de fixer des limites à la puissance de recherche de l'économie, orientée vers le profit et souvent le court terme. Dans ce but nous considérons, parmi d'autres, les approches suivantes comme urgentes:

- Le financement par l'économie privée de projets de recherche publics aussi bien que d'institutions scientifiques publiques et de leurs collaborateurs est à limiter à un faible niveau.
- A l'aide de conditions cadre appropriées (voir au chapitre «Le système économique»), il s'agit de mettre sur pied une structure économique régionale sur la base des petites et moyennes entreprises.
- Les grandes entreprises – pour autant qu'elles soient encore judicieuses et indispensables – et en particulier les points forts de leur recherche, seront soumises de manière appropriée à des choix et à une légitimation démocratique.
- D'une manière analogue à la recherche publique, la recherche privée sera soumise à l'examen d'une commission d'éthique créée à cet effet.
- La durée de protection des brevets est à limiter à quelques années afin que les nouvelles connaissances ne soient pas premièrement motivées et monopolisées par des intérêts économiques, mais au contraire qu'elles puissent être répandues plus rapidement et profiter à l'humanité dans son entier.
- La recherche doit respecter la dignité humaine. Les expériences avec des animaux qui affectent leur dignité ou leurs causent des douleurs devraient être interdits; il en va de même des brevets sur la vie.

Santé et système de santé

1. Principes

Une conscience et une compréhension globale et intégrale de la santé englobe, selon la vision du monde et de l'homme décrite en introduction, quatre niveaux entremêlés: les niveaux du corps, des sentiments, du mental ainsi que de l'âme, du spirituel.

- La santé corporelle repose sur une relation attentive à notre corps. En font partie une nourriture équilibrée et naturelle, l'activité corporelle, une hygiène convenable ainsi qu'un usage conscient des substances addictives et des médicaments, de même qu'une détente régulière et suffisamment de sommeil.
- La santé émotionnelle et le développement de la confiance originelle se fondent sur le sentiment d'être accepté déjà pendant la grossesse et à la naissance. Des relations solides, les facettes multiples de l'amour, ainsi que l'expérience d'une sexualité heureuse, contribuent aussi à la santé émotionnelle.
- Dans le domaine mental, au niveau de la raison, une attitude attentive et consciente par rapport à nos sentiments et pensées est de première importance. Par la perception et la réflexion intérieures nous atteignons la confiance en nous, l'autodétermination et la responsabilité personnelle. Ainsi développons-nous des valeurs et objectifs positifs.
- Au niveau spirituel, la santé dépend essentiellement de la capacité d'amour universel, de l'apprentissage progressif de la sérénité, de l'absence de peur ainsi que du sentiment d'être dans le flux de l'énergie de vie. De ce développement personnel de la conscience résultent la (co)responsabilité solidaire et la participation. Nous avons conscience de l'unité de la création, nous expérimentons des formes de paix intérieure, la présence d'être ici et maintenant, en conscience et plénitude.

2. Compréhension large de la santé et de la maladie

Une conscience intégrale de la santé inclut aussi la maladie comme pôle opposé à la santé. Il ne s'agit pas de deux états distincts, mais de deux états qui se complètent l'un l'autre et forment un équilibre subtil qui idéalement se situe près du pôle de la santé. D'autre part, les maladies peuvent servir à renforcer la santé corporelle et la capacité d'auto-guérison, ou encore elles comportent et permettent des processus d'apprentissage émotionnels, mentaux et spirituels importants. Elles peuvent reconduire l'être humain – ceci vu au sens d'un défi – vers une sérénité intérieure et extérieure nouvelle.

Une réflexion consciente et une approche attentive des thèmes de la grossesse et de la naissance ainsi que du décès et de la mort comme défi individuel et social font également partie d'une conscience intégrale de la santé. Elles constituent une condition préalable importante à un système de santé durable, à une conception de la vie sensée et responsable, ainsi qu'au développement d'une société pacifique.

3. Combinaison de la responsabilité personnelle et de la solidarité

La formation et la promotion de la conscience de la santé dans tous les domaines de la société et pour tous les âges prennent ainsi une signification centrale dans un système de santé intégral. De même il suppose une combinaison sensée de la solidarité et de la responsabilité personnelle, sur la base d'un grand degré de liberté dans le choix des thérapies.

Ces conditions de base devraient être soutenues aussi bien du côté des assurés et des patients que du côté des producteurs et des prestataires de services. Ceci est d'une part rendu possible par des systèmes d'incitation, lesquels misent sur la promotion et le rétablissement durable de la santé. D'autre part, cela suppose l'intégration active des patients et de leur capacité d'auto-guérison dans le processus de guérison. Ceci peut être le mieux assuré si les multiples méthodes de la médecine complémentaire et de la médecine officielle sont combinées de manière sensée et dosée, dans l'optique d'une médecine intégrale.

4. Les conditions d'une vie saine

Qui plus est, la santé présuppose des conditions intactes des bases de la vie, soit une eau propre, de l'air pur et des sols naturels. Une attitude attentive à l'égard de l'environnement en est une condition incontournable.

Le stress et l'isolement sont très dommageables à la santé, c'est pourquoi nous tendons à titre préventif vers des formes judicieuses de vie commune ainsi que vers des conditions d'habitat, de travail et de transport favorables à la vie. A cette fin, il s'agira de vérifier dans le futur si les nouvelles lois et ordonnances sont compatibles avec la santé.

Promotion de la paix et politique de sécurité

1. Introduction

La Politique Intégrale part de l'hypothèse que les hommes, comme la création dans son entier, sont des manifestations de la source, unique et insaisissable.

La cause ultime de toute violence et de tous les événements guerriers est l'absence de la conscience de notre appartenance à un tout: nous sommes une famille malgré notre grande diversité. En conséquence, nous nous reconnaissons dans les autres hommes comme partie de l'Un. Ceci nous permet de surmonter l'inimitié et d'intervenir pour l'intégrité de chaque homme et de la nature. Le sentiment d'aliénation et de séparation qui domine encore actuellement apporte la peur, la violence et l'injustice.

Nous sommes de l'avis que, dans le futur, l'homme peut être libéré de l'oppression et qu'il pourra résoudre les conflits dans un dialogue pacifique. Nous voulons travailler dans ce but.

2. Les causes de la violence

Nous faisons la différence entre les causes et les formes personnelles, familiales, culturelles et structurelles de la violence et nous en discernons les rapports mutuels. Nous voulons premièrement aborder les causes de la violence et ne pas nous arrêter à la lutte contre ses symptômes. La justice dans la société et la satisfaction intérieure des individus constituent des conditions préalables à la naissance de la paix.

Niveau individuel et familial

Perte de l'unité, aspiration profonde et dépendance

A la naissance, l'homme est expulsé de l'expérience de l'unité pour tomber dans le monde dual, marqué par les différences, les ruptures et les conflits. L'aspiration d'atteindre à nouveau à l'expérience de l'unité reste profondément ancrée dans l'âme humaine. Si nous dévions de cette aspiration, nous développons des satisfactions de remplacement, des besoins compensatoires, auxquels nous nous dédions souvent jusqu'à la dépendance.

C'est premièrement la perception claire de notre aspiration profonde qui nous ouvre la possibilité de surmonter le besoin de compensation et de nous rendre sur le chemin de l'expérience de l'unité.

Manque de sécurité et d'amour

Le manque d'amour et de sécurité pendant la grossesse et la prime enfance, mais aussi des fluctuations arbitraires entre le rejet et la gâterie compensatoire, concourent à la naissance de la peur et de l'agressivité.

L'homme développe principalement une disposition à la violence s'il se sent impuissant, et lorsque les expériences primitives d'impuissance vécues entrent en résonance, comme par exemple le traumatisme du contact rendu impossible avec la mère pendant les premiers mois de la vie ou lorsque l'enfant a été puni pour avoir exprimé des besoins fondamentaux importants.

Oppression autoritaire et patriarcale

Une structure familiale et une éducation basées sur une soumission autoritaire, souvent patriarcale, et une adaptation extrême empêchent l'enfant de construire un moi fort et une saine estime de soi. Des enfants réprimés ont tendance plus tard à l'âge adulte à se soumettre peureusement ou à s'épuiser dans des problèmes d'autorité. Ils sont menacés d'éviter les conflits et d'appliquer la violence.

L'ombre personnelle

L'oppression autoritaire et le manque d'amour et de sécurité affaiblissent l'individu dans sa construction d'une saine estime de soi et confiance en soi. Il est en conséquence marqué par la peur, le doute et l'insécurité et a de la peine à résoudre des conflits sans violence. Des sentiments de manque, de tristesse, d'impuissance et de colère marquent son attitude de base face à la vie.

Des événements douloureux et des émotions non résolus créent dans l'inconscient de l'individu ce qu'on appelle l'ombre ou le corps de souffrance. Ceci le conduit plus tard souvent à la colère, l'agression et la disposition à la violence, mais aussi à une violence contre soi, des dépressions et des troubles de la personnalité.

Les déficits émotionnels sont souvent aussi le résultat de systèmes familiaux traumatisés pendant des générations, endommagés par un environnement violent (guerre, expulsion, etc.). Les réalités individuelles, familiales et sociales s'imbriquent en conséquence.

Causes collectives et sociales

Structure de conscience mythique et ombre collective

Dans la pensée magique de clan et mythique de groupe, nous rencontrons le mécanisme répandu qui consiste à attribuer à d'autres groupes et peuples les aspects rejetés et méprisés chez soi et dans son propre groupe (ombre collective), puis de les combattre – jusqu'à l'homicide et la guerre, où les victimes de remplacement sont punies et exécutées.

Notre ombre est ainsi projetée sur d'autres: nous sommes bons, les autres sont méchants et dangereux. Ce mode de pensée relatif à l'adversaire et au bouc émissaire repose sur le refoulement de l'ombre; il est très répandu dans le nationalisme et le fondamentalisme.

La prise de conscience des contenus refoulés et leur retrait de l'inconscient est une condition à la réconciliation entre groupes et nations. Ce processus est une caractéristique d'une conscience avancée, rationnelle et intégrale.

De plus, des expériences fortes et douloureuses que des communautés religieuses, des minorités, des peuples ou nations ont subies, par exemple des humiliations et des oppressions de toutes sortes, agissent au niveau collectif. De telles blessures restent profondément enfouies dans la psyché des personnes concernées de chaque côté ; elles abritent un grand potentiel d'agression collectif et signifient une perte considérable de force et de disposition pacifiques dans la société entière.

Des blessures collectives non guéries sont par exemple le génocide des juifs lors de la 2e guerre mondiale ou le commerce d'esclaves africains par les européens et, d'une manière générale, l'esclavage caché jusqu'à ce jour, qui, durant des millénaires, apporta de la souffrance et empêcha, empêche toujours, des groupes de la société de vivre en liberté.

Patriarcat, oppression du féminin

Quelque chose de semblable est valable pour le patriarcat: l'oppression et l'exploitation de la femme par l'homme. Ce faux développement culturel devint presque mondialement effectif il y a trois ou quatre mille ans. Il provoqua de plus la dépréciation des qualités féminines (chez la femme comme chez l'homme) – comme par exemple l'appréhension émotionnelle du monde et de la vie.

Injustice matérielle et sociale

Les injustices matérielles, sociales et politiques sont significativement à l'origine d'explosions de violence et de guerres. Il existe d'innombrables formes d'injustice – par exemple, le manque des biens élémentaires en suffisance, le manque d'emplois rémunérés – les formes les plus diverses de violence structurelle envers les pauvres, les marginaux et les exploités, manque de liberté, manque de répartition du pouvoir de décision, politique et économique, cupidité effrénée, accumulation de possessions et de puissance par un nombre limité de personnes.

Les situations d'injustice attisent de plus le besoin en forces de sécurité et une production d'armes dépassant toutes limites.

Exploitation de la nature et violence envers les animaux

Des concepts théologiques et philosophiques tels que la séparation de la matière et de l'esprit et de la matière et de Dieu, ont enfanté des conséquences graves: l'asservissement et l'exploitation de la nature sans retenue ainsi que la violence humaine envers les animaux (par ex. expérimentations sur les animaux, élevage industriel, transport des animaux). Le monde naturel et animal attend notre compassion, ainsi que des corrections de comportement urgentes.

Qui plus est, la catastrophe climatique et ses conséquences mettent grandement en danger la paix du monde.

3. Principes d'une politique intégrale de la paix

Prise de conscience et transformation de l'ombre

Chaque être humain doit examiner ses blessures personnelles, les assumer et se réconcilier avec elles, donc les intégrer et les transformer s'il veut devenir un être satisfait et fort. De même, les blessures collectives doivent être examinées, traitées et guéries dans un processus de réconciliation, si possible avec toutes les parties – auteurs et victimes. La paix est renforcée quand l'ombre est perçue, intégrée et transformée. La paix écologique croît lorsque nos rapports avec l'environnement deviennent prudents et mesurés.

Ces guérisons exigent notre attention affectueuse et font partie d'une politique de sécurité à long terme. La Politique Intégrale soutiendra les facteurs de guérison et s'efforcera d'agir en tant qu'instrument de prise de conscience. Pratiquer la guérison signifie travailler à la paix. Ceci concerne aussi bien les individus que les groupes et les sociétés.

On peut apprendre le pacifisme

La paix naît à l'intérieur de soi et agit vers l'extérieur. Etre pacifique comporte la capacité de reconnaître et endurer les tensions, la douleur et l'impuissance et de construire des ponts de compréhension avec espoir et compassion. Le thème de la satisfaction intérieure, de l'ombre et de la résolution pacifique de conflits doit faire partie de tous les programmes scolaires à tous les niveaux.

Les «faiseurs de paix» («peacemakers») ne répondent jamais à la violence par la violence, mais par la compréhension, la détermination et la circonspection. La violence physique et la guerre sont pratiquées pour la plus grande partie par des hommes, c'est pourquoi on attend particulièrement d'eux qu'ils travaillent à leur inconscient et qu'ils vivent leur potentiel d'agression d'une manière utile à la vie. Mais les femmes aussi sont sollicitées à ce sujet, bien que pour elles des formes plus subtiles de violence soient favorisées, qui peuvent aussi être liées à un rôle de victime joué consciemment ou inconsciemment.

Culture du partage

Nous aspirons à une culture du partage, de la solidarité, du respect et de la dignité de l'homme. La politique de paix comporte une solidarité active avec les oubliés, les marginalisés et les voix étouffées. Nous nous engageons pour l'application des droits de l'homme au niveau national et international, pour une politique économique globale juste, qui permette à tous les peuples et les hommes de tous les continents de disposer des biens et services de base nécessaires à une vie humaine décente. Des rapports plus équitables, avant tout entre le Nord et le Sud, mais aussi à l'intérieur des pays, sont nécessaires en priorité. La culture de paix, pour laquelle nous nous engageons dans la formation et l'éducation, s'oriente selon les quatre principes adoptés par le Parlement des Religions du Monde à Chicago en 1993:

- L'engagement en faveur d'une culture de la solidarité et d'un ordre économique juste
- L'engagement en faveur d'une culture de la non-violence et du respect de la vie
- L'engagement en faveur d'une culture de la tolérance et d'une vie véridique
- L'engagement en faveur d'une culture de l'égalité des droits et du partenariat entre les sexes (Déclaration pour une éthique planétaire, Chicago 1993).

Promotion de la paix

La promotion de la paix constitue le cœur de notre politique de sécurité. La paix, au niveau collectif, signifie la justice dans la distribution des biens ainsi que la liberté et l'égalité des chances au développement personnel. Les mesures les plus significatives proposées par la Politique Intégrale au chapitre «Le système économique» servent ces objectifs supérieurs: justice dans la distribution, la liberté pour tous et l'égalité des chances au développement de la personnalité pour chacun.

Les dépenses d'armement mondiales dépassent le montant d'un billion de dollars; elles doivent être continuellement réduites et redistribuées en faveur de l'apprentissage de la paix sur le plan individuel et collectif et de la promotion de la recherche sur la paix. C'est ainsi que nous quitterons la spirale de la violence et une grande force vitale sera libérée.

L'aggravation des conflits doit être détectée au plus tôt, les deux parties entendues avec empathie, l'histoire du conflit et ses causes explicitées et comprises afin que des propositions de solutions puissent s'élaborer dans une zone protégée (médiation).

Sur le plan national,

la tradition humanitaire de la Suisse doit être renforcée. La Suisse s'engage pour une politique active de réconciliation et de paix. Elle offre des services de médiation et invite des délégations à des conférences qui contribuent à la coopération entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. L'enseignement de la paix fait partie intégrante de l'enseignement scolaire. L'exercice d'une communication sans violence et la détection précoce de préjugés et de stéréotypes reçoivent une attention particulière.

Sur le plan international,

la Suisse collabore au conseil des droits de l'homme de l'ONU et s'engage sur le plan national et international pour le respect des droits de l'homme et pour une gouvernance mondiale équitable. De même la Suisse s'engage pour la poursuite de la démocratisation de l'ONU et de ses institutions ainsi que pour la participation renforcée des Organisations non Gouvernementales (ONG) dont le but est le bien de la planète entière et de la population mondiale.

La Suisse contribue à «Préserver la richesse et la beauté de la Terre pour les générations présentes et futures.» (Charte de la Terre)

Résistance non-violente

A l'injustice nous opposons «la force du bien», la force de la vérité, comme l'ont prêché le Mahatma Gandhi, Martin Luther King, Dom Helder Camara, Nelson Mandela, Dorothy Day, Hildegard Goss-Mayr, Rigorberta Menchu et beaucoup d'autres, souvent aussi en reprenant la tradition de Jésus et du Bouddha. Une résistance non-violente construite avec soin et des actions en conséquence constituent les moyens du futur pour vaincre les grandes injustices et les conflits.

Nous distinguons entre:

- La résistance non-violente à l'oppression par un pouvoir étranger ou à l'usage de la violence par un groupe dominant contre des parties de la population du même pays, et
- La résistance pacifique contre des dysfonctionnements structurels mondiaux comme une inégalité fâcheuse dans la distribution des biens et de la propriété ou la destruction de grande ampleur de la nature.

Maintien de la paix armé et non-armé

Nous voulons à long terme remplacer les armées par une promotion et une prévention constructive de la paix ainsi que par une disposition et une aptitude à une résolution non-violente des conflits. Pour l'instant il nous importe que les armées, aussi petites que possible, s'exercent également aux interventions non-violentes.

La Suisse met à disposition des corps du maintien de la paix de l'ONU des troupes bien formées sur le plan psychologique. Les troupes de maintien de la paix de l'ONU servent à la séparation de parties en guerre, à empêcher les génocides et les massacres et à protéger la population civile.

Vie et culture de Politique Intégrale

1. Principes

Ce que nous soutenons, nous voulons aussi le vivre. Ce n'est que de cette manière que ce que nous défendons dans nos textes fondamentaux pourra faire effet de manière forte et crédible.

Un mode de vie intégral et holistique est varié et a des aspects multiples. Il implique tous les sens et tous les niveaux existentiels. Sur ceux-ci, nous voulons construire notre conception et notre comportement politique afin que notre expression s'accorde à notre orientation globale. Cela suppose aussi un travail intérieur de la part des membres de la Politique Intégrale. Nous sommes attentifs à l'équilibre entre la vie intérieure et la vie extérieure; nous unissons compréhension et action à la contemplation.

Le développement et la pratique de la spiritualité sous des formes multiples et l'expérience commune du silence sont pour nous une activité centrale. Il en découle un contact attentif, plus présent et plus bienveillant entre nous.

2. Eléments constitutifs de la culture interne de Politique Intégrale

Nous développons une culture de l'attention et du silence

Lors de nos rencontres, nous sommes totalement présents, avec le cœur et la raison, et nous nous écoutons réciproquement avec concentration. Nous nous offrons espace et reconnaissance les uns les autres. Nous nous efforçons de ne pas critiquer les insuffisances, mais d'être là pour combler les lacunes. Nous ouvrons toutes les réunions par une méditation ou par un rituel méditatif, ouvrons les séances et périodes de travail par quelques minutes de silence. Nous essayons à chaque instant d'être pleinement conscients de l'intention et de la motivation de notre projet politique.

Recherche du consensus

Nous entretenons une culture consciente de la discussion et de la controverse. Durant tous les processus de formation d'une opinion, nous conservons présent à l'esprit que l'ensemble des aspects discutés sont partie du grand tout. Nous prenons en considération les répercussions sur le plus grand nombre de sous-systèmes et de groupes de personnes possible, plus particulièrement aussi sur les plus défavorisés de notre société. Nous ne décidons pas par intérêts personnels, mais dans la contemplation intérieure, la conscience de l'ensemble de la réalité.

Comme nous sommes conscients de la signification de notre lien profond à tout, nous décidons sur les questions centrales par consensus. Si nous n'y parvenons pas, nous utilisons des modes de vote qui permettent aussi lors des grandes réunions de représenter une opinion différenciée.

Si des désaccords subsistent sur des questions importantes, ils sont acceptés, rendus transparents et, si nécessaire, ils sont aussi communiqués vers l'extérieur. Le vote a un sens en cas de décisions pratiques. Ce faisant, l'opinion minoritaire est à respecter et à incorporer autant que faire ce peut.

Règlement des conflits

Tous les membres de la Politique Intégrale tentent de parler, d'écouter, de percevoir et d'agir le plus consciemment possible. De là naît un climat de bienveillance, la clarté et la prédisposition à régler les conflits. Nous nous encourageons à apporter tout notre potentiel, de prendre des risques, de commettre des erreurs et d'en tirer les leçons.

Lors du règlement de conflits, nous nous servons des méthodes appropriées – ceci aussi dans le cadre de grands groupes. Il est parfois utile d'exprimer des émotions, de manière non blessante, dans le cadre du plénum.

Pour des thèmes importants, sur lesquels aucune unité n'a pu être trouvée, ainsi que pour des conflits importants, nous faisons appel à une médiation, par exemple par des membres du conseil des sages (voir les statuts de l'association, Art. 6).

Un travail politique qui s'adresse à tous les sens

Nous façonnons notre travail politique dans le cadre d'une culture qui touche tous les sens. Ainsi notre engagement politique devient aussi un chemin de la recherche du sens, une manière d'exprimer la joie et la légèreté et de célébrer la vie. Nous soignons l'expression artistique, avant tout non verbale, car nous savons que les niveaux de conscience supérieurs, accessibles par bribes à la raison, s'expriment plus directement et plus complètement à l'aide de formes d'expressions créatives.

Lors de nos apparitions en public nous utilisons les diverses formes de l'expression non verbale, tels que le son, l'image, la danse et le mouvement sous diverses manières, la respiration consciente et le silence.

Dans notre société où la dimension masculine domine encore fortement et la dimension féminine est sous-estimée, nous travaillons à une harmonisation de ces deux aspects. Nous utilisons consciemment le potentiel propre du féminin et du masculin. Cette complémentarité et cet enrichissement réciproque déterminent notre culture interne et peuvent aussi développer leur effet à l'extérieur.

Rituels de prise de conscience de soi

Nous développons et utilisons des éléments rituels qui nous sont adaptés, puisés dans les rituels les plus divers de la famille humaine. Pour nous sont importants le travail en cercle et l'orientation vers le centre, la danse, le son, la respiration et le silence. Un centre modelé et des danses circulaires favorisent ce centrage. Nous envisageons aussi de célébrer des rituels dans l'environnement naturel afin d'associer les forces de celui-ci et de fortifier la relation entre l'homme et la terre.

Travail de transformation

De la même manière que nous travaillons à notre propre individuation («Ganzwerdung»), nous développons au niveau collectif, dans la mesure de nos possibilités, de nouvelles formes d'appui à la transformation de groupes et de la société. Le travail sur l'ombre collective (par ex. sur les répercussions non intégrées des guerres ou de l'exploitation des pays du sud) aide à la transformation, à l'intégration et à l'épanouissement.

Sous le terme de politique, nous ne comprenons pas seulement l'organisation des facteurs externes de la vie commune mais également le travail sur des processus collectifs intérieurs. La Commission Vérité d'Afrique du Sud est pour nous un des modèles d'un tel travail de réconciliation et de transformation.

Organisation et structure

L'organisation de parti à créer doit intégrer tous les niveaux de conscience et toutes les formes d'expression. Il s'agit de la création d'un champ d'énergie spirituel et politique dans lequel les organes politiques sont à comprendre comme les parties d'un tout imprégné d'âme.

Nous nous préoccupons aussi de la qualité de la culture interne décrite ici lors de l'agrandissement de notre organisation.

Rencontres régionales pour les membres et personnes intéressées

Notre mouvement intégral naissant doit aussi rester vivant entre les grandes rencontres du parti. Outre le travail en groupes de travail et en groupes régionaux, nous nous rencontrons aussi informellement et amicalement dans des lieux définis, comme par exemple dans un établissement public. Les rencontres servent à renforcer les relations, au travail de réseau et à l'information. Des activités communes et des fêtes peuvent servir les mêmes buts.

Formation continue

Pour continuer de nous développer individuellement et pour satisfaire encore mieux aux exigences que nous nous donnons en tant que force politique intégrale, nous développons une offre étendue de formation continue. Elle nous préparera aussi à assumer de manière convaincante le nouveau rôle de représentante et représentant de cette force politique. De plus, la formation continue interne donne aux membres de l'association et aux sympathisants l'occasion d'une croissance personnelle et d'une intégration dans Politique Intégrale.

La formation continue interne comporte trois domaines:

- Conscience intégrale, spiritualité intégrale, développement de la personnalité
- Approfondissement des questions de société et politiques
- Communication et comportement en cas de conflit

La formation interne permet aussi d'apprendre les aspects liés au comportement en public et au contact constructif avec d'autres partis. La Commission PI de la formation coordonne la formation continue et donne les impulsions à des manifestations.

Travail en réseau

Nous nous mettons en réseau sur le long terme et en fonction de nos forces avec des groupes et des réseaux internationaux qui ont des idées semblables et se mobilisent pour des causes apparentées.

Nous sommes en contact avec des plates-formes internationales de recherche qui s'occupent du changement de paradigme, par exemple en sciences naturelles, dans la formation, la psychologie du développement, la médecine, le travail en faveur de la paix, l'économie et le développement de la société. Une préoccupation importante de la Politique Intégrale est d'intégrer de nouvelles connaissances à notre culture et de servir à leur propagation dans le public par le biais de notre programme politique (effet multiplicateur). Le pont entre la physique moderne et la spiritualité intégrale – qui aujourd'hui se rapprochent toujours plus dans leur compréhension du monde – nous intéresse particulièrement.

Rapports avec d'autres partis

Après la fondation du parti, beaucoup de choses dépendront de nos rapports avec les autres partis. C'est pourquoi nous allons nous occuper intensivement de ce thème durant les prochaines années. Nous définirons une attitude claire et nous nous exercerons à un comportement en conséquence. Il va de soi pour nous que nous interagissions avec ceux qui pensent différemment dans une attitude de respect.